

Louvain School of Management

Brexit : Quel impact économique pour l'Union Européenne ?

Auteur : BADAOUI JAHMI Ismail
Promoteur : COEURDEROY Régis
Année académique 2023-2024
Travail de fin d'études (TFE) en vue d'obtenir le titre de
Master (60) en Sciences de Gestion
Horaire de jour

Résumé

Cette thèse examine l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne. Le départ du Royaume-Uni de l'UE, formalisé le 31 janvier 2020 après le référendum de 2016, a entraîné des changements économiques significatifs au sein de l'UE. Initialement, le Brexit a généré une incertitude considérable, affectant les marchés financiers et le comportement des consommateurs. Cette incertitude a entraîné une baisse des investissements et une réorientation des stratégies commerciales des entreprises, affectant particulièrement les secteurs interconnectés à l'économie britannique.

À moyen terme, le Brexit a poussé les États membres de l'UE à renforcer la cohésion économique et à diversifier leurs relations commerciales. L'UE a consolidé son marché intérieur et poursuivi de nouveaux accords commerciaux, visant à atténuer les impacts négatifs du Brexit et à réduire la dépendance vis-à-vis du Royaume-Uni. De plus, des politiques visant à renforcer la résilience économique et des investissements stratégiques ont été prioritaires.

Les impacts à long terme incluent une réévaluation des politiques économiques de l'UE et une poussée vers une plus grande intégration dans des domaines tels que la politique étrangère. Le Brexit a également suscité des discussions sur l'avenir de l'UE, mettant en lumière des questions de souveraineté, de démocratie et de solidarité entre les États membres.

Cette étude propose une analyse complète de ces impacts, offrant des perspectives sur la manière dont le Brexit a remodelé le paysage économique de l'UE et suggérant des voies pour l'intégration européenne future.

Remerciement

Dans un premier temps, Louange à Dieu, le Tout-Puissant, pour Sa guidance et Ses bénédictions tout au long de mon parcours académique.

Ensuite, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon père, qui lutte actuellement courageusement contre le cancer. Sa force et sa détermination sont une source constante d'inspiration pour moi. Son éducation a permis de faire l'homme que je suis devenu.

À ma mère, pour son amour inconditionnel, son soutien indéfectible et ses encouragements souvent traduits par les meilleurs plats offerts à son fils.

À ma femme, Hajar, pour sa patience, son encouragement, son aide et son amour tout au long de cette aventure académique.

Un remerciement particulier à mon ami Mohamed El Bahmouti. Depuis 15 ans, nous bravons vents et marées ensemble dans les études comme dans la vie.

Je remercie également ma famille et mes amis pour leur soutien constant et leurs encouragements. Leur présence a été essentielle pour traverser tous les moments de vie.

À mon promoteur et à tous mes professeurs, je vous exprime ma reconnaissance. Grâce à votre dévouement et à votre expertise, vous avez su élever mon esprit et me guider vers l'excellence académique.

Bonne lecture.

Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS _____	III
LISTE DES ANNEXES _____	IV
INTRODUCTION _____	1
CONTEXTE ET ENJEUX DU BREXIT _____	3
LE BREXIT : UN BOULEVERSEMENT AUX IMPLICATIONS MULTIPLES _____	3
FACTEURS POLITIQUES _____	6
<i>La montée des eurosceptiques : un terreau fertile pour le Brexit</i> _____	6
<i>La volonté de regagner le contrôle des politiques nationales: un facteur déterminant du Brexit</i> _____	7
FACTEURS SOCIAUX ET CULTURELS : IMMIGRATION, IDENTITÉ NATIONALE ET SENTIMENT D'ÉLOIGNEMENT DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES _____	9
<i>Les préoccupations liées à l'immigration et la stratégie de la campagne "Leave "</i> _____	9
<i>La lutte de la campagne "Remain" pour contrer le récit</i> _____	9
<i>La rhétorique populiste et le sentiment anti-élite</i> _____	10
<i>Le rôle des médias et des réseaux sociaux</i> _____	10
<i>L'identité nationale et le sentiment d'éloignement des institutions européennes</i> _____	11
FACTEURS ÉCONOMIQUES _____	12
<i>Les disparités économiques au Royaume-Uni</i> _____	12
CONTRIBUTION INJUSTE SELON LES BRITANNIQUES AU BUDGET DE L'UE _____	15
<i>UE et accords commerciaux : Le Royaume-Uni en quête de liberté</i> _____	17
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE _____	19
CONCEPTS CLÉS, IDENTIFICATION DES THÉORIES PERTINENTES ET PRÉSENTATION DU CADRE THÉORIQUE _____	19
CHOIX DES SOURCES _____	19
CRITÈRES D'INCLUSION ET D'EXCLUSION _____	19
COLLECTE ET ANALYSE DES DONNÉES _____	20
OBJECTIFS _____	20
LIMITE DE L'ÉTUDE _____	21
<i>Incertitude et scénario de "Hard Brexit" (2016-2020)</i> _____	21
<i>Données récentes</i> _____	22
<i>Impact du CoVID-19</i> _____	22
CONCLUSION _____	22
REVUE DE LITTÉRATURE _____	24
INTRODUCTION _____	24
INCERTITUDE _____	25

ACCORD COMMERCIAUX ET LE TCA _____	25
COMMERCE INTERNATIONAL - EXPORTATION _____	27
PLACE DE MARCHÉ ET FINANCE _____	28
MARCHÉ DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET RELOCALISATION DES ENTREPRISES _____	30
CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'UE _____	31
CONCLUSION _____	34
BIBLIOGRAPHIE _____	36
ANNEXES _____	43
ANNEXE I: NOMINAL GDP PER HEAD - 4 NATIONS AND UK 1998-2018 _____	43
ANNEXE II: REGIONAL DISPARITIES IN GDP PER CAPITA, 2016, TL3 REGIONS _____	43
ANNEXE III: UK CONTRIBUTIONS TO AND RECEIPTS FROM THE EU BUDGET _____	44
ANNEXE IV: UK VOTE REPARTITION FOR BREXIT _____	44
ANNEXE IV: UK GDP IN \$ _____	45
ANNEXE VI: EU GDP IN \$ _____	45
ANNEXE VII: COMMERCE MENSUEL DE MARCHANDISES AU ROYAUME-UNI AVEC L'UE _____	46
ANNEXE VIII: EU NATIONALS' RESIDENT IN THE UK, BY REGION. _____	46
ANNEXE IX: IMMIGRATION AU ROYAUME-UNI _____	47
ANNEXE X: IMPORTATION ET EXPORTATION DU ROYAUME-UNI _____	47
ANNEXE XI: PART DES ÉCHANGES DE BIENS DU ROYAUME UNI AVEC L'UE _____	48

Liste des abréviations

Art.50 du traité de l'Union européenne: L'article 50 du traité de l'Union européenne offre la possibilité à un État membre de quitter l'UE. Ce processus, initié par la notification au Conseil européen, implique la négociation d'un accord de retrait définissant les conditions du départ et les relations futures entre l'État et l'UE. Un délai maximum de deux ans est fixé pour finaliser le retrait. Le Royaume-Uni, avec le Brexit en 2020, constitue l'exemple notable de l'application de cet article.

Cet article met en avant le principe de souveraineté des États membres tout en encadrant un retrait ordonné de l'UE.

Brexit: Le Brexit, contraction de "British Exit", désigne la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, actée par un référendum en 2016 et effective depuis le 31 janvier 2020.

CECA: Communauté européenne du charbon et de l'acier

CEE: Communauté économique européenne

EEE: espace économique européen

FMI: Fonds monétaire international

Hard Brexit: Désigne une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne dans laquelle le pays quitte le marché unique et l'union douanière de l'UE, sans accord de transition ou de libre-échange en place.

PIB: Produit intérieur brut

TCA: Trade and Cooperation Agreement ou français : Accord de commerce et de coopération UE - Royaume-Uni

UE: Union Européenne

UKIP: Parti de l'indépendance du Royaume-Uni

Liste des annexes

ANNEXE I: NOMINAL GDP PER HEAD - 4 NATIONS AND UK 1998-2018

ANNEXE II: REGIONAL DISPARITIES IN GDP PER CAPITA, 2016, TL3 REGIONS

ANNEXE III: UK CONTRIBUTIONS TO AND RECEIPTS FROM THE EU BUDGET

ANNEXE IV: UK VOTE REPARTITION FOR BREXIT

ANNEXE IV: UK GDP IN \$

ANNEXE VI: EU GDP IN \$

ANNEXE VII: COMMERCE MENSUEL DE MARCHANDISES AU ROYAUME-UNI AVEC L'UE

ANNEXE VIII: EU NATIONALS' RESIDENT IN THE UK, BY REGION.

ANNEXE IX: IMMIGRATION AU ROYAUME-UNI

ANNEXE X: IMPORTATION ET EXPORTATION DU ROYAUME-UNI

ANNEXE XI: PART DES ÉCHANGES DE BIENS DU ROYAUME UNI AVEC L'UE

Introduction

Le Brexit, terme issu de la contraction de "British Exit", désigne la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, actée par un référendum en juin 2016 et devenue effective le 31 janvier 2020. Cet événement a marqué un tournant décisif dans l'histoire contemporaine de l'Europe, déclenchant une série de bouleversements politiques, économiques et sociaux à la fois au Royaume-Uni et dans l'ensemble des États membres de l'UE. Ce travail de fin d'études se propose d'analyser l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne, un sujet d'une importance cruciale pour comprendre les dynamiques actuelles et futures du continent.

L'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne a toujours été marquée par une certaine ambivalence. Dès 1951, le Royaume-Uni a refusé d'intégrer la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et ce n'est qu'en 1973 qu'il a finalement rejoint la Communauté économique européenne (CEE). Cette relation tumultueuse a culminé avec le référendum de 2016, où une majorité de Britanniques ont voté pour quitter l'UE, poussés par des motivations politiques, économiques et sociales diverses.

Le Brexit a des ramifications économiques profondes pour l'Union européenne. L'annonce du Brexit a provoqué une incertitude économique significative. Les marchés financiers ont réagi de manière volatile, affectant les investissements et les décisions des consommateurs. La dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro et au dollar a eu des répercussions sur les échanges commerciaux et les flux financiers entre le Royaume-Uni et l'UE. Les entreprises des deux côtés de la Manche ont dû rapidement s'adapter à cette nouvelle réalité, en reconfigurant leurs chaînes d'approvisionnement et en recherchant de nouveaux marchés.

L'impact économique du Brexit s'est manifesté de diverses manières à travers l'Union européenne. Certains secteurs et pays de l'UE, particulièrement ceux ayant des liens économiques étroits avec le Royaume-Uni, ont été plus affectés que d'autres. Les nouvelles barrières tarifaires et non tarifaires ont augmenté les coûts commerciaux et logistiques. Les entreprises ont dû réajuster leurs chaînes d'approvisionnement et redéfinir leurs stratégies de marché pour s'adapter à la nouvelle réalité post-Brexit. Cette situation a conduit à une

augmentation des coûts pour les consommateurs et à une diminution de la compétitivité de certaines entreprises européennes.

En outre, le Brexit a également poussé l'Union européenne à renforcer sa propre cohésion économique et politique. Les États membres ont intensifié leurs efforts pour diversifier leurs relations commerciales et réduire leur dépendance vis-à-vis du Royaume-Uni. Des initiatives visant à promouvoir une plus grande intégration économique au sein de l'UE, tel que la consolidation du marché unique et la promotion de nouvelles alliances commerciales ont gagné en importance. Par ailleurs, l'UE a cherché à améliorer la résilience de son économie face aux chocs externes, en adoptant des politiques économiques plus flexibles et en investissant dans des secteurs stratégiques.

Le Brexit a incité l'UE à réévaluer ses politiques économiques et à renforcer son intégration dans des domaines clés comme la politique étrangère et la défense. La sortie du Royaume-Uni a ravivé les discussions sur l'avenir de l'UE, posant des questions cruciales sur la souveraineté, la démocratie et la solidarité entre les États membres. Cette réflexion a conduit à des débats importants sur la manière de préserver la cohésion de l'Union tout en répondant aux aspirations nationales.

Ce travail de fin d'études se propose d'examiner en profondeur ces différentes dimensions de l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne. En analysant les répercussions de cet événement historique, nous chercherons à comprendre comment le Brexit a remodelé l'économie européenne et quelles leçons peuvent être tirées pour l'avenir de l'intégration européenne. Nous explorerons les stratégies adoptées par les entreprises et les gouvernements pour s'adapter à cette nouvelle réalité et évaluerons les perspectives d'avenir pour une Union européenne plus résiliente et intégrée.

Contexte et enjeux du Brexit

Le Brexit : Un bouleversement aux implications multiples

Dès ses débuts, l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne s'est avérée compliquée. En 1951, soucieux de préserver sa souveraineté, les Britanniques rejettent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Face à la création de la Communauté économique européenne (CEE) quelques années plus tard, leurs craintes persistent et il privilégie des accords de libre-échange. C'est face au dynamisme de la CEE et à sa perte de compétitivité que le Royaume-Uni se tourne finalement vers elle, posant sa candidature en 1961. Deux refus s'ensuivent, dus à ses exigences de statut privilégié mais ce n'est qu'en 1970, après le départ du général de Gaulle que les Britanniques intègrent enfin la CEE en 1973. Malgré un référendum favorable en 1975, les relations restent tendues.

Margaret Thatcher, Première ministre en 1979, renégocie la contribution britannique, critiquant le coût de l'adhésion. Depuis, les Britanniques éprouvent un tiraillement constant entre intégration européenne et souveraineté nationale.

Le Brexit, événement majeur de l'histoire contemporaine européenne, a déclenché une série de changements politiques, économiques et sociaux aux niveaux national et continental. Dans ce travail de fin d'études, nous examinerons de près les multiples dimensions de cet événement, en mettant l'accent sur son impact économique sur l'Union européenne (UE). Pour ce faire, nous commencerons par une exploration approfondie du contexte entourant le Brexit, en identifiant les principaux facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels qui ont contribué à ce que la Grande-Bretagne quitte l'UE. Nous analyserons également les acteurs clés impliqués dans ce processus et les événements marquants qui ont façonné le paysage politique et économique européen. Enfin, nous évaluerons les impacts multidimensionnels du Brexit, en examinant ses répercussions financières, sociales, politiques et géopolitiques sur l'UE dans son ensemble.

Le 23 juin 2016, un événement d'une portée historique a ébranlé les fondements de l'Europe : le Royaume-Uni choisissait de se désengager de l'Union européenne en faisant valoir

l'article 50 du traité de l'UE¹. Cet événement, connu sous le nom de Brexit, a marqué un tournant décisif dans l'histoire du continent, déclenchant un processus complexe de désintégration et ouvrant la voie à une ère d'incertitude quant aux relations futures entre le Royaume-Uni et ses anciens partenaires européens.

Le Brexit, contraction de "British Exit", désigne la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, actée par un référendum en 2016 et effective depuis le 31 janvier 2020. Cette décision historique trouve ses racines dans un ensemble de facteurs complexes, nourrissant un sentiment de frustration et de désenchantement vis-à-vis de l'appartenance à l'UE chez une partie de la population britannique.

Loin d'être un simple bouleversement politique, le Brexit a eu et continuera d'avoir des ramifications économiques profondes et durables pour l'Union européenne. Son impact se fait sentir dans une multitude de domaines, affectant le commerce international, les finances publiques, le marché du travail, les droits des citoyens, les relations géopolitiques et la cohésion même de l'Union européenne.

Des racines économiques complexes nourrissaient un sentiment d'insatisfaction au sein d'une partie de la population britannique vis-à-vis de son appartenance à l'Union européenne. La perception d'une contribution inégale au budget de l'UE, la frustration face aux régulations européennes et la recherche de nouveaux accords commerciaux plus avantageux ont constitué les principaux moteurs du vote en faveur du Brexit.

Le processus du Brexit a été marqué par l'implication de nombreux acteurs clés et d'événements déterminants. Le gouvernement britannique, sous la houlette de David Cameron, Theresa May et enfin de Boris Johnson, a joué un rôle central dans la décision d'organiser un référendum sur la question de l'appartenance à l'UE, ouvrant la voie à des

¹ L'article 50 est inclus dans le traité sur l'UE depuis 2009, dans le cadre du traité de Lisbonne, et régit le retrait d'un État membre de l'Union européenne.

négociations complexes et laborieuses.

Les partis politiques pro-Brexit et anti-Brexit ont mené des campagnes actives pour mobiliser leurs partisans et influencer le résultat du vote. Leurs discours respectifs ont mis en lumière les enjeux économiques, politiques et sociaux du Brexit, contribuant à cristalliser les divisions au sein de la société britannique.

Le référendum de 2016 sur le Brexit a été l'événement déclencheur du processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE. La victoire du camp du "Leave" ou encore appelée les "Pro-Brexit" a donné un mandat clair au gouvernement britannique pour entamer les négociations avec les institutions européennes.

Le Parlement européen et la Commission européenne ont été des acteurs clés dans les négociations de l'accord de retrait, définissant les modalités de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Les États membres de l'UE ont également joué un rôle important dans ce processus, veillant à préserver les intérêts collectifs de l'Union face aux demandes britanniques.

Les négociations de l'accord de retrait ont été longues et ardues, ponctuées par de nombreux désaccords et moments de tension. L'accord final, conclu le 25 novembre 2018, a défini les conditions du retrait du Royaume-Uni, y compris les dispositions relatives aux droits des citoyens, au règlement financier et à la future frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Ce dernier, concernant uniquement le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, un accord commercial définitif a été acté le 30 décembre 2020 et mis en place le 1er mai 2021 c'est-à-dire trois ans plus tard.

Le Brexit a eu des impacts multidimensionnels et durables sur l'économie de l'Union européenne. Sur le plan économique, il a entraîné des perturbations dans les échanges commerciaux, un manque à gagner financier pour l'UE et des incertitudes sur le marché du travail. Sur le plan social, il a créé une incertitude quant aux droits des citoyens et a complexifié les conditions de mobilité. Sur le plan politique, il a marqué une rupture dans les

relations entre le Royaume-Uni et l'UE et a relancé les débats sur la cohésion de l'Union. Enfin, sur le plan géopolitique, il a soulevé des questions sur le futur rôle du Royaume-Uni sur la scène internationale et le positionnement de l'UE.

Le Brexit est un événement historique aux différentes implications, mais surtout, complexes et durables. Il remodèle les relations économiques, sociales, politiques et géopolitiques entre le Royaume-Uni et l'UE, les contraignant à s'adapter à une nouvelle réalité et à redéfinir leur place dans le monde.

Facteurs politiques

La montée des eurosceptiques : un terreau fertile pour le Brexit

L'euroscepticisme croissant au Royaume-Uni a joué un rôle crucial dans l'avènement du Brexit. Ces mouvements, nourrissant une défiance envers l'intégration européenne et ses effets sur la souveraineté nationale, ont exploité un sentiment d'éloignement grandissant des institutions européennes. Leur plaidoyer pour regagner le contrôle des politiques nationales et redéfinir la place du Royaume-Uni sur la scène internationale a constitué un moteur central de leur engagement.

Des figures telles que Nigel Farage, ancien leader et figure emblématique du UKIP (UK Independence Party), et Boris Johnson ont joué un rôle prépondérant dans la mobilisation des partisans du Brexit en mettant en avant divers arguments économiques et politiques.

Nigel Farage, en particulier, a été un fervent opposant de l'intégration européenne et sensible aux arguments critiques sur un point de vue économique de l'intégration européenne. Il a régulièrement mis en lumière les questions liées à la souveraineté nationale, en affirmant que l'adhésion à l'UE limitait la capacité du Royaume-Uni à contrôler ses lois, ses frontières et son destin économique. Farage a également critiqué la bureaucratie de l'UE et son manque de transparence, arguant que cela nuisait à la démocratie et à la responsabilité politique. Son discours souvent direct et teinté de populisme, a su mobiliser une partie de la population Britannique et identitaires brandis par Farage.

Boris Johnson, en tant que figure politique de premier plan et ancien maire de Londres, a également joué un rôle significatif dans la campagne en faveur du Brexit. Il a souligné les opportunités économiques perçues par certains partisans du Brexit, arguant que la sortie de l'UE permettrait au Royaume-Uni de reprendre le contrôle de ses politiques commerciales et de conclure des accords commerciaux plus avantageux avec d'autres nations.

Ces personnalités politiques ont su capitaliser sur les préoccupations et les frustrations de nombreux électeurs britanniques concernant l'UE, en articulant des arguments convaincants sur la nécessité de reprendre le contrôle et de restaurer la souveraineté nationale. En utilisant une rhétorique persuasive et en adoptant une approche accessible, ils ont contribué à galvaniser le soutien en faveur du Brexit.

La volonté de regagner le contrôle des politiques nationales: un facteur déterminant du Brexit

Un des arguments majeurs avancés par les partisans du Brexit était la nécessité de regagner le contrôle des politiques nationales. Ils affirmaient que l'appartenance à l'Union européenne imposait au Royaume-Uni des lois et des réglementations sur lesquelles il n'avait pas leurs mots à dire. Cette perte de souveraineté était perçue comme une atteinte à l'identité nationale et à la démocratie.

Le sentiment d'une perte de contrôle était particulièrement vif dans des domaines comme l'immigration, la politique commerciale et la pêche. Les partisans du Brexit affirmaient que l'UE imposait au Royaume-Uni des quotas d'immigration trop élevés, qu'elle négociait des accords commerciaux défavorables et qu'elle restreignait l'accès des pêcheurs britanniques aux eaux nationales.

Le sentiment de perte de souveraineté était particulièrement fort chez les membres de la classe ouvrière et dans les zones rurales. En effet, ces populations étaient souvent perçues comme les plus touchées par les effets de la mondialisation et de l'intégration européenne. Elles estimaient que l'immigration incontrôlée et la concurrence des entreprises européennes avaient entraîné une baisse des salaires, une perte d'emplois et une dégradation des services publics.

Les partisans du Brexit affirmaient que la Grande-Bretagne serait plus prospère et plus sûre en dehors de l'UE. Ils pensaient que le Royaume-Uni pourrait conclure ses propres accords commerciaux plus favorables, contrôler ses frontières et mettre en place des politiques plus adaptées à ses besoins nationaux. Ils affirmaient également que quitter l'UE permettrait de réduire la contribution britannique au budget européen et de libérer des fonds pour d'autres priorités.

Les opposants au Brexit ont averti que le départ de l'UE aurait des conséquences économiques négatives et fragiliserait la position de la Grande-Bretagne dans le monde. Ils craignaient que le Royaume-Uni soit marginalisé sur la scène internationale et qu'il perde son accès au marché unique européen, un marché de plus de 450 millions de personnes. Ils soulignaient également que le Brexit pourrait entraîner une augmentation des tarifs douaniers et des autres barrières commerciales, ce qui nuirait aux entreprises britanniques et aux consommateurs.

La volonté de regagner le contrôle des politiques nationales était donc un facteur déterminant du vote pour le Brexit. Les électeurs britanniques qui ont voté pour quitter l'UE étaient convaincus que cela leur permettrait de reprendre le contrôle de leur destin et de mettre en place des politiques plus conformes à leurs propres intérêts.

Il est important de noter que cette volonté de regagner le contrôle des politiques nationales n'était pas partagée par tous les Britanniques. De nombreux partisans du maintien dans l'UE affirmaient que les avantages économiques de l'appartenance à l'UE l'emportaient sur les inconvénients liés à la perte de souveraineté. Ils soulignaient également que le Royaume-Uni était plus fort et plus influent au sein de l'UE qu'il ne le serait tout seul, en quelques sortes, isolées.

Facteurs sociaux et culturels : immigration, identité nationale et sentiment d'éloignement des institutions européennes

Dans l'ensemble des facteurs sociaux et culturels qui ont contribué au contexte du Brexit, plusieurs éléments clés émergent, notamment les questions d'immigration, d'identité nationale et de sentiment d'éloignement vis-à-vis des institutions européennes.

Les préoccupations liées à l'immigration et la stratégie de la campagne "Leave "

L'immigration a été au cœur du référendum sur le Brexit, la campagne "Leave" jouant sur les inquiétudes des électeurs en mettant l'accent sur la capacité à contrôler les frontières et à limiter l'immigration en dehors de l'UE. Ils ont habilement brouillé les lignes entre l'immigration européenne et non européenne, la distinction entre la libre circulation et le contrôle des frontières, tout en évoquant à plusieurs reprises la perspective d'une adhésion, par exemple, de la Turquie à l'UE. Cette dernière est considérée par certains comme porte d'entrée de la migration en Europe.

Les médias ont joué un rôle important dans la mise en lumière de la question de l'immigration, les médias pro-Brexit comme le Daily Mail, le Daily Express, le Telegraph et le Sun ayant publié un grand nombre d'articles sur le sujet.

Les dirigeants de la campagne "Leave", notamment Priti Patel, Chris Grayling et Michael Gove, ont insisté à plusieurs reprises sur la pression exercée par l'immigration européenne sur les services publics britanniques. L'utilisation par Nigel Farage, leader de l'UKIP, d'une image de réfugiés des Balkans accompagnée du slogan "Breaking Point : the EU has failed us all" le jour de l'assassinat du député travailliste Jo Cox par un extrémiste d'extrême droite a également suscité la controverse.

La lutte de la campagne "Remain" pour contrer le récit

Contrairement à la position ferme de la campagne "Leave" sur l'immigration, la campagne "Remain" a eu du mal à formuler un contre-argument clair. Le Premier ministre David Cameron a d'abord évité la question, puis s'est contenté d'évoquer un accord conclu à Bruxelles pour limiter l'immigration en provenance de l'UE. Le parti de gauche travailliste, bien qu'il soit plus loquace sur les avantages de l'immigration, a également eu des difficultés à contrer le discours anti-immigration, qui a trouvé un écho auprès d'un grand nombre de

ses propres électeurs.

La rhétorique populiste et le sentiment anti-élite

Au-delà de l'accent mis sur l'immigration, la campagne du Brexit s'est caractérisée par ses éléments populistes, opposant le "peuple" à des élites politiques et médiatiques perçues comme hors de portée et considérées comme pro-européennes et cosmopolites. Les dirigeants de l'UKIP, habitués à se positionner en porte-parole des personnes marginalisées par la mondialisation, et même des conservateurs de l'"establishment" comme Boris Johnson et Michael Gove, ont employé cette rhétorique populiste classique. Ce sentiment, commun aux partis populistes d'extrême droite en Europe, a été amplifié par une fracture régionale au sein de l'Angleterre, les débats publics et les voix populaires dans les médias révélant le ressentiment des habitants du nord, des zones rurales et des petites villes à l'égard de la richesse et du pouvoir de Londres et du sud prospère.

(Annexe 4)

Le rôle des médias et des réseaux sociaux

Le soutien envers les positions eurosceptiques était clairement visible dans les médias, en particulier dans la presse écrite qui était largement en faveur du Brexit. Même si la télévision affichait une tendance similaire, elle était moins marquée que dans les journaux. Cette partialité se retrouvait également sur les plateformes de médias sociaux, où l'influence sur les choix électoraux reste difficile à évaluer de manière empirique jusqu'à aujourd'hui. Cependant, il est indéniable que ces plateformes ont joué un rôle crucial dans la formation du discours public pendant la campagne du Brexit.

Les médias traditionnels, tels que les journaux, ont souvent donné la parole aux partisans du Brexit, amplifiant ainsi leur message et leur impact. De même, la télévision, bien que présentant une couverture plus équilibrée, a également été marquée par des discours eurosceptiques. Sur les réseaux sociaux, où la diffusion de l'information est rapide et souvent non réglementée, les voix des eurosceptiques ont également trouvé un large écho, contribuant ainsi à façonner une partie de l'opinion publique.

Cependant, mesurer l'impact précis de ces médias sur le comportement électoral demeure

complexe, car de nombreux autres facteurs entrent en jeu dans le processus de prise de décision des électeurs. Néanmoins, il est clair que les médias, dans leur ensemble, ont joué un rôle important dans la propagation des idées eurosceptiques et dans la création d'un environnement propice au vote en faveur du Brexit.

L'identité nationale et le sentiment d'éloignement des institutions européennes

L'identité nationale a également joué un rôle crucial. Pour de nombreux Britanniques, le sentiment d'appartenance à une nation souveraine et autonome est profondément ancré. Certains ont perçu l'intégration européenne comme une atteinte à cette identité nationale, craignant que l'UE ne dilue la souveraineté du Royaume-Uni et ne compromette son caractère distinctif en tant que nation. Le désir de préserver cette identité nationale a donc motivé de nombreux électeurs à soutenir le Brexit.

Parallèlement, un sentiment d'éloignement et de non-appartenance aux institutions européennes s'est développé chez certains Britanniques. Pour certains, les décisions prises par les institutions de l'UE semblaient éloignées et déconnectées de leurs préoccupations quotidiennes. Ce sentiment d'éloignement a été renforcé par une perception selon laquelle l'UE était dirigée par une élite bureaucratique peu transparente, loin des réalités des citoyens britanniques. Cette déconnexion perçue a alimenté le mécontentement à l'égard de l'UE et a contribué à créer un climat politique favorable au Brexit.

En conclusion, les facteurs sociaux et culturels ont largement façonné la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. La question de l'immigration, l'identité nationale, le sentiment d'éloignement des institutions européennes et la dimension populiste de la campagne du Brexit ont tous joué un rôle crucial dans le résultat du référendum. L'utilisation efficace de ces éléments par la campagne "Leave", conjuguée aux efforts de la campagne "Remain" pour contrer ce discours, a conduit à la victoire du camp "Leave" à 51,9%. Il est essentiel de reconnaître l'impact profond de ces facteurs pour comprendre les causes du Brexit et ses implications pour l'avenir du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Ces éléments ont contribué à alimenter un sentiment de méfiance et

de désillusion à l'égard de l'intégration européenne au sein de la population britannique, renforçant ainsi le soutien en faveur du vote de sortie. Pour une vision complète de cette décision historique, il est crucial de considérer ces aspects sociaux culturels comme un des éléments parmi tant d'autres et c'est l'addition de tous, qui explique le Brexit.

Facteurs économiques

Les disparités économiques au Royaume-Uni

Le vote du Brexit a mis en évidence des fractures économiques profondes au sein du Royaume-Uni, longtemps dissimulées par la vision classique d'une économie nationale unifiée, mesurée par le produit intérieur brut (PIB). Cette conception dominante, héritée des changements issue de la Seconde Guerre mondiale, a tendance à considérer l'économie comme une entité homogène et facilement gérable ce qui a conduit à ce que le Brexit révèle la réalité plurielle des situations économiques vécues par les citoyens britanniques.

Face à cette multiplicité, le PIB, en tant qu'outil de calcul, montre ses limites et appelle à une nouvelle approche de la gestion économique. Ce dernier, en tant que mesure globale, ne parvient pas à saisir la diversité des expériences vécues par les populations, notamment celles qui subissent les effets néfastes de la désindustrialisation, de la précarisation de l'emploi ou de la financiarisation excessive des différents marchés.

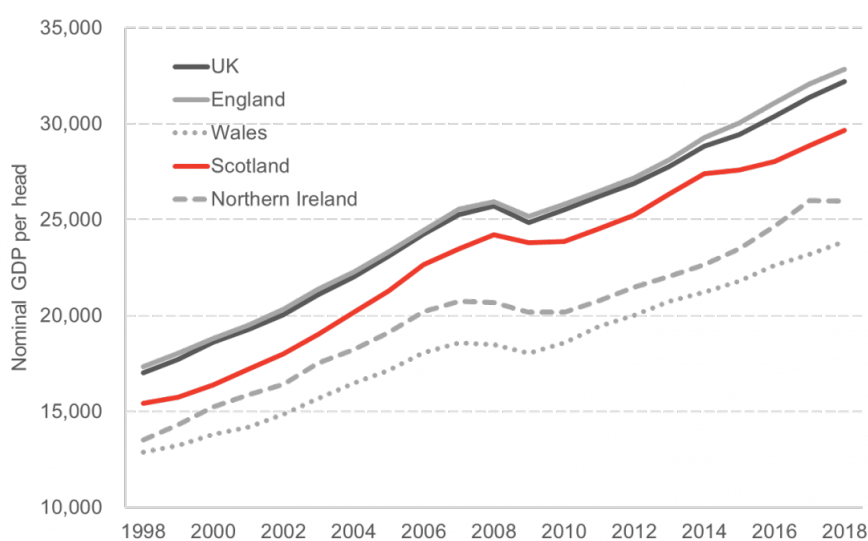
De nouvelles approches inspirées par des travaux comme ceux de Fernand Braudel sont nécessaires pour appréhender la complexité des économies britanniques. Il est essentiel de dépasser le cadre unitaire et de s'intéresser aux "économies" plurielles qui coexistent sur le territoire, chacune avec ses caractéristiques propres, ses dynamiques internes et ses interactions avec les autres. Ce dernier critiquait l'unicité des indicateurs et prenait en compte plusieurs facteurs tels que les échanges informels, la circulation des biens et des personnes et la répartition des richesses.

Les instruments politiques de gestion de l'activité ont évolué au cours des 50 dernières années, la politique budgétaire et divers types de corporatisme ayant été supplantés par une politique monétaire de plus en plus globale et expérimentale. Toutefois, l'emploi et la croissance du PIB restent les objectifs politiques suprêmes des gouvernements de l'époque

et de la Banque d'Angleterre, comme c'était le cas pour le Trésor britannique dans les années 1960.

Mais ces mesures révèlent également le fait que des écarts de PIB par habitant de 2:1 sont établis depuis longtemps ou s'accroissent, tant au niveau régional entre Londres et le Pays de Galles ou le nord-est de l'Angleterre, qu'au niveau intrarégional entre la ville de Manchester et les arrondissements extérieurs comme Oldham au sein de la zone métropolitaine du Grand Manchester.

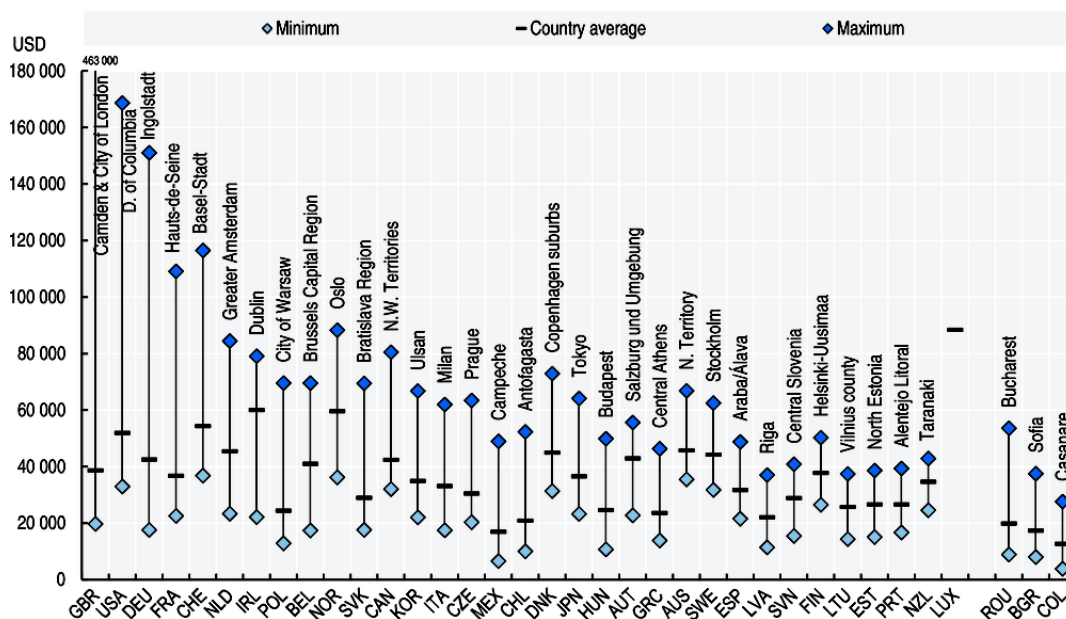
Annexe I: Nominal GDP per Head - 4 nations and UK 1998-2018



Source: University of Strathclyde - Fraser of Allender Institute, 2020

Le Royaume-Uni dispose de la plus grande disparité économique régionale la plus élevée parmi les 30 pays de l'OCDE et a enregistré la 4e plus forte augmentation entre 2000 et 2016.

Annexe II: Regional Disparities in GDP per Capita, 2016, TL3 regions



Source : OECD (2018), OECD Regional Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/re-gion-data-en>

Le secteur manufacturier, autrefois moteur du pays a connu un fort déclin. La Grande-Bretagne importe désormais des biens et de la main-d'œuvre, et l'industrie manufacturière ne représente plus qu'une part infime de l'emploi. Les grandes usines et le syndicalisme qui les accompagnaient ont quasiment disparu, remplacés par une multitude de petites entreprises et un recours croissant au travail indépendant. Ce changement s'est accompagné d'une précarisation de l'emploi : de plus en plus de personnes occupent des emplois mal payés et sans sécurité de l'emploi, avec des contrats à mi-temps ou en tant qu'autoentrepreneurs.

Cette évolution économique a creusé des inégalités sociales. Les jeunes et les personnes peu diplômées sont particulièrement touchés par la précarité. Les politiques publiques traditionnelles, qui s'appuient sur le PIB et la notion d'une économie unique, ne tiennent pas compte de ces disparités importantes.

L'économie dite "fondamentale" est essentielle, car elle fournit des biens et services de base à l'ensemble de la population (santé, éducation, transports, etc.) or, l'économie fondamentale est, pré-Brexit, en crise, notamment à cause de la délocalisation des

entreprises et des coupes budgétaires.

Le Brexit est un facteur d'incertitude supplémentaire, mais les Britanniques à 51,9 % y voient, sûrement, une opportunité de transformer en profondeur leur économie. De par le résultat du vote, le Royaume-Uni a pris conscience qu'il faudrait se détacher de l'Union européenne pour une réappropriation de son économie, pour lutter contre la précarisation du travail et une désindustrialisation du pays dû, notamment, à la mondialisation.

Le vote pour le Brexit est avant tout l'expression d'un ras-le-bol économique.

Le déclin des industries manufacturières traditionnelles, piliers de l'économie britannique d'antan, a frappé durement certaines régions du pays. La fermeture d'usines et la délocalisation d'emplois vers des pays à bas coût ont entraîné une hausse du chômage, de la précarité et des inégalités comme décrit précédemment. Des villes comme Manchester ou Liverpool, autrefois symboles de la puissance industrielle du Royaume-Uni, se sont retrouvées au fil du temps dévastées, laissant une partie de la population se sentir abandonnée et marginalisée, accusant Londres d'être pro-Europe aux dépens du reste du pays.

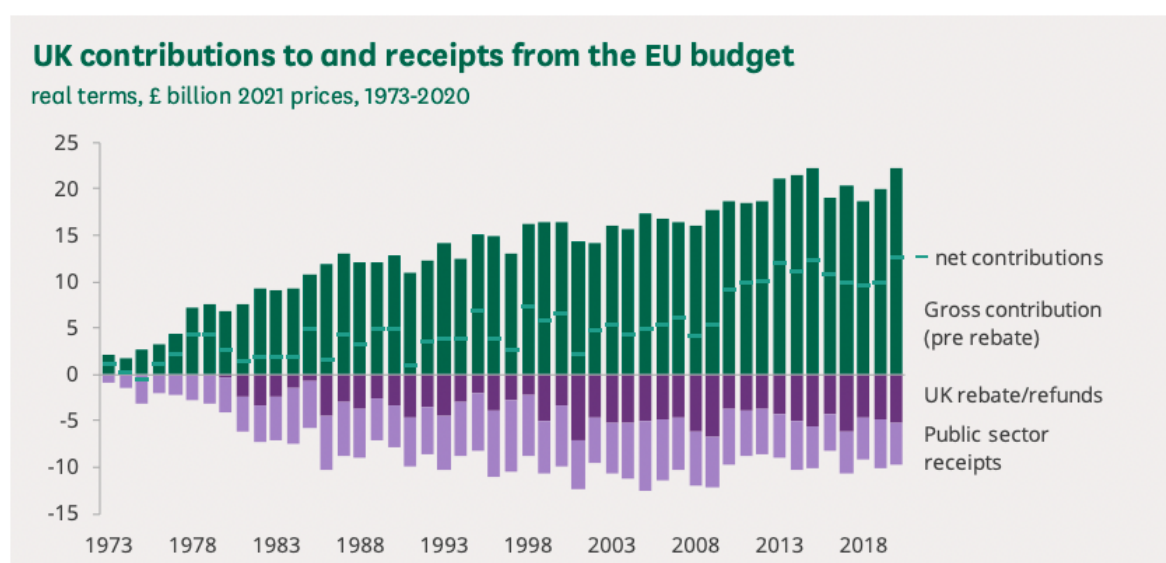
Face à ces sentiments d'abandon et d'injustice économique, l'idée du Brexit a séduit certains Britanniques. La promesse de regagner ses politiques économiques a été perçue comme une chance de relancer l'économie nationale, de protéger les emplois et de favoriser une répartition plus équitable des richesses.

Contribution injuste selon les Britanniques au budget de l'UE

La perception d'une contribution inégale au budget de l'Union européenne a été un facteur économique crucial qui a motivé de nombreux Britanniques à voter en faveur du Brexit. Pendant des années, une rhétorique politique et médiatique a alimenté le sentiment selon lequel le Royaume-Uni contribuait de manière disproportionnée au budget de l'UE par rapport aux avantages qu'il en retirait. Cette perception a alimenté un ressentiment négatif croissant envers l'UE et a été utilisée par les partisans du Brexit pour concentrer le soutien en faveur de la sortie de l'Union.

Les partisans du Brexit ont souvent mis en avant le montant net que le Royaume-Uni versait à l'UE chaque année, soulignant que cette somme aurait pu être utilisée de manière plus efficace pour répondre aux besoins nationaux, tels que le financement des services publics, le développement des infrastructures et la réduction de la dette publique. Cette argumentation a résonné auprès de nombreux électeurs, en particulier dans les régions économiquement défavorisées qui ont perçu l'UE comme un fardeau financier plutôt que comme un partenaire bénéfique.

Annexe III: UK contributions to and receipts from the EU Budget



Source : House of Commons Library - Uk Parliament, 14 June 2022

De plus, l'opacité entourant les finances de l'UE a renforcé la perception d'une contribution injuste. De nombreux électeurs britanniques ont exprimé leur frustration face au manque de transparence dans la manière dont les fonds de l'UE étaient alloués et utilisés, alimentant ainsi le sentiment que le Royaume-Uni n'avait pas suffisamment de contrôle sur ses propres ressources financières.

En outre, la crise financière de 2008 et les politiques d'austérité qui ont suivi ont exacerbé les tensions économiques au sein du Royaume-Uni. Les électeurs se sont sentis d'autant plus enclins à remettre en question les contributions financières à l'UE alors même que le pays faisait face à des pressions économiques internes.

Dans l'ensemble, la perception d'une contribution inégale au budget de l'UE a été un facteur déterminant qui a influencé de nombreux Britanniques à voter pour une sortie de l'Union européenne. Ce sentiment de frustration économique et de désir de reprendre le contrôle financier a alimenté le soutien en faveur du Brexit et a joué un rôle majeur dans la décision historique de quitter l'UE.

UE et accords commerciaux : Le Royaume-Uni en quête de liberté

La recherche de nouveaux accords commerciaux plus avantageux a été l'une des principales motivations derrière le vote en faveur du Brexit. Les partisans du Brexit ont fait valoir que la sortie de l'Union européenne permettrait au Royaume-Uni de négocier des accords commerciaux plus flexibles et plus avantageux avec d'autres nations à travers le monde. Cette argumentation a trouvé un écho particulier parmi ceux qui croyaient fermement en la capacité du Royaume-Uni à prospérer en tant que nation indépendante sur la scène mondiale.

L'adhésion à l'UE a restreint la capacité du Royaume-Uni à conclure des accords commerciaux bilatéraux avec des pays extérieurs au bloc européen. En sortant de l'UE, les partisans du Brexit ont soutenu que le Royaume-Uni retrouverait son autonomie commerciale et serait en mesure de négocier des accords sur mesure qui répondraient mieux à ses besoins économiques et commerciaux spécifiques.

De plus, les partisans du Brexit ont mis en avant la possibilité de conclure des accords commerciaux plus rapidement et plus efficacement en dehors du cadre bureaucratique de l'UE. Ils ont fait valoir que le processus de prise de décision de l'UE était souvent lent et complexe, ce qui entravait la capacité du Royaume-Uni à réagir rapidement aux changements économiques mondiaux et à saisir de nouvelles opportunités commerciales.

Certains partisans du Brexit ont également souligné les opportunités offertes par la capacité de négocier des accords commerciaux sur mesure qui répondraient spécifiquement aux besoins des industries britanniques, telles que l'agriculture, la pêche, et les services financiers. Ils ont estimé que la flexibilité retrouvée permettrait au Royaume-Uni d'adopter une approche plus agile et proactive dans ses relations commerciales, ce qui stimulerait la

croissance économique et créerait de nouveaux débouchés pour les entreprises britanniques.

En résumé, la recherche de nouveaux accords commerciaux plus avantageux a été une motivation majeure derrière le vote pour le Brexit. Les partisans du Brexit ont vu la sortie de l'UE comme une opportunité de réaffirmer la souveraineté commerciale du Royaume-Uni et de forger des relations commerciales plus dynamiques et plus avantageuses à l'échelle mondiale.

Démarche méthodologique

Concepts clés, identification des théories pertinentes et présentation du cadre théorique

L'objectif de cette revue de littérature approfondie est d'analyser de manière étendue l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne. Pour aller au-delà d'un simple résumé, la recherche propose une synthèse originale et une typologie nouvelle des impacts observés depuis le référendum du 23 juin 2016.

Choix des sources

Afin de mener à bien cette recherche et d'en garantir la qualité irréprochable, une approche méthodologique rigoureuse et structurée sera adoptée. Cette démarche s'appuiera sur une sélection diversifiée de sources fiables, chacune contribuant à enrichir et à étayer l'analyse.

Tout d'abord, des encyclopédies seront utilisées pour définir précisément les termes clés et établir un cadre conceptuel. Ensuite, des ouvrages universitaires seront explorés afin d'obtenir une compréhension approfondie des concepts généraux liés au sujet. En complément, des articles issus de revues professionnelles seront analysés pour découvrir des exemples concrets et des applications pratiques en lien avec la question de recherche. De plus, des rapports provenant d'organismes reconnus seront consultés pour étayer les résultats de la recherche avec des données chiffrées vérifiées et fiables. Enfin, des articles scientifiques seront étudiés afin de s'appuyer sur une démarche la plus objective et la plus fiable possible.

Cette sélection rigoureuse de sources permettra d'assurer la qualité et la crédibilité de la recherche.

Critères d'inclusion et d'exclusion

Pour garantir la qualité et la fiabilité de l'analyse, la sélection des sources pour cette revue de littérature repose sur des critères exigeants. La pertinence sera primordiale, excluant toute source n'abordant pas directement l'impact économique du Brexit sur l'Union

européenne, mais aussi l'impact du Brexit sur le Royaume uni peut nous donner des éléments de réponses à notre sujet par translation.

La fiabilité sera assurée en privilégiant des institutions et auteurs reconnus les pairs. Enfin, la diversité des points de vue sera essentielle pour présenter un panorama complet de l'impact économique du Brexit en évitant tout biais dans l'analyse. Grâce à ces critères stricts, la revue de littérature s'appuiera sur des sources solides et fiables, garantissant ainsi la crédibilité et la qualité de ses conclusions.

Collecte et analyse des données

La construction d'une analyse solide nécessite une collecte et une analyse méthodique des données issues des sources sélectionnées. Ce processus implique d'abord l'identification des thèmes et concepts clés liés à l'impact économique du Brexit. Cette étape permettra de structurer l'analyse et de mettre en lumière les points les plus cruciaux. Ensuite, les sources seront classées en fonction de leur méthodologie et de leurs résultats. Cela permettra de distinguer les approches quantitatives et qualitatives, tout en comparant les conclusions issues d'études académiques, institutionnelles et médiatiques.

Une analyse comparative des perspectives suivra, mettant en évidence les convergences et divergences entre les sources pour identifier les arguments les plus solides et nuancés. Enfin, une synthèse des résultats sera effectuée afin de dégager les tendances et conclusions majeures qui se dégagent de l'ensemble des sources. Cette démarche rigoureuse permettra d'extraire des informations pertinentes et fiables, aboutissant à des conclusions solides et étayées sur l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne.

Objectifs

Cette revue de littérature vise à cerner les conséquences économiques du Brexit sur l'Union européenne en s'articulant autour de cinq axes principaux.

Premièrement, il sera crucial d'identifier les différents canaux par lesquels le Brexit affecte l'économie de l'UE. Cela suppose d'analyser l'impact sur le commerce, les investissements, le milieu bancaire, la migration de la main-d'œuvre, les finances publiques et les différents secteurs économiques.

Deuxièmement, l'ampleur de l'impact économique du Brexit sur certains secteurs et pays de l'UE sera évaluée. Cette analyse prendra en compte la diversité des situations économiques de certains États membres et permettra d'identifier les plus fragilisés par le Brexit.

Troisièmement, les mesures prises par l'UE pour faire face aux conséquences du Brexit seront examinées. Cela comprend l'analyse des accords commerciaux conclus par l'UE, des mesures de soutien aux entreprises et aux travailleurs affectés, et des politiques mises en oeuvre pour renforcer la résilience de l'économie européenne.

Quatrièmement, les performances économiques de l'UE avant et après le Brexit seront comparées. Cette comparaison permettra d'évaluer l'impact global du Brexit sur la croissance économique, l'emploi, le niveau de vie et la compétitivité de l'UE.

Enfin, l'objectif final sera d'identifier les leçons tirées du Brexit pour l'avenir de l'intégration européenne. Cela permettra de réfléchir aux défis et aux opportunités auxquels l'UE est confrontée dans un contexte post-Brexit et de proposer des orientations pour une intégration européenne plus forte et plus résiliente.

En s'attaquant à ces cinq objectifs, cette revue de littérature vise à offrir une analyse complète et nuancée de l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne. Elle permettra de mieux comprendre les défis auxquels l'UE est confrontée et d'identifier des pistes de réflexion pour l'avenir de l'intégration européenne.

Limite de l'étude

Incertitude et scénario de "Hard Brexit" (2016-2020)

Pendant cette période, les analyses et les prévisions sur l'impact du Brexit étaient basées sur des scénarios hypothétiques, car les détails concrets de l'accord de retrait et des relations futures n'étaient pas encore connus. Cela peut limiter la précision des conclusions tirées des études réalisées à cette époque.

De plus, de nombreuses études de cette période se concentraient sur l'impact potentiel d'un "Hard Brexit", c'est-à-dire une sortie sans accord entre le Royaume-Uni et l'UE. Ce scénario n'ayant finalement pas eu lieu, il est important de considérer dans quelle mesure ces analyses restent pertinentes pour l'impact réel du Brexit.

Données récentes

L'impact à long terme du Brexit sur l'économie de l'UE est encore en cours de développement et les données disponibles actuellement ne reflètent peut-être pas l'ensemble des effets.

Impact du CoVID-19

La pandémie de CoVID-19 a provoqué une récession économique mondiale majeure et des perturbations importantes dans les chaînes d'approvisionnement et les comportements de consommation. Il est difficile de distinguer l'impact spécifique du Brexit sur l'économie de l'UE de celui de la pandémie, car les deux événements se sont produits simultanément confondant les facteurs responsables.

De plus, les gouvernements de l'UE ont mis en place des mesures de relance et de soutien importantes pour atténuer les effets de la pandémie. Ces mesures ont eu un impact sur les finances publiques et les indicateurs économiques, ce qui complique l'analyse de l'impact isolé du Brexit.

Guerre en Ukraine et crise énergétique

La guerre en Ukraine et les sanctions qui en découlent ont provoqué une crise énergétique et une augmentation des prix des matières premières. Ces événements récents ont un impact négatif sur l'économie mondiale, y compris l'UE, et il est trop tôt pour évaluer leur impact à long terme.

L'impact du Brexit sur l'économie de l'UE est susceptible d'être influencé par les effets de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique. Il est important d'analyser ces interactions complexes et de considérer comment les différents facteurs se combinent pour affecter les performances économiques.

Conclusion

La méthodologie décrite permettra de réaliser une revue de littérature approfondie et rigoureuse sur l'impact économique du Brexit sur l'Union européenne. La recherche ira au-delà d'un simple résumé en proposant une analyse originale et une typologie nouvelle des impacts observés, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des enjeux

économiques du Brexit sur l'UE en prenant en compte que certaines limites nous sont imposées.

Revue de littérature

Introduction

L'Union européenne représente un exemple notable d'intégration régionale à l'échelle mondiale. Ce processus de coopération et d'intégration entre États membres a des implications significatives pour tous les acteurs impliqués, jusqu'à ce que des obstacles imprévus se présentent. Un exemple marquant est survenu avec le référendum britannique de 2016, où l'un des membres principaux parmi les 28 pays de l'UE a décidé de se retirer de cette organisation de coopération interétatique. Cette décision a eu des effets tant négatifs que, dans certains cas, positifs sur l'économie de l'UE à court, moyen et long terme.

Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne a déclenché une série d'impacts économiques et politiques complexes au sein de l'UE. À court terme, la décision de quitter l'UE a engendré une période d'incertitude économique significative. Les marchés financiers ont été secoués par la perspective d'une nouvelle dynamique commerciale entre le Royaume-Uni et ses anciens partenaires européens. Cette incertitude a affecté les investissements et le comportement des consommateurs.

À moyen terme, le Brexit a eu des répercussions variées sur les économies des États membres de l'UE. Certains pays ont ressenti des effets négatifs et/ou, selon les secteurs, positifs plus prononcés en raison de leurs liens économiques et commerciaux plus étroits avec le Royaume-Uni. Les secteurs dépendants des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni ont été particulièrement affectés par les nouvelles barrières commerciales et réglementaires imposées par le Brexit.

À long terme, l'UE a cherché à se réinventer et à renforcer ses fondements économiques et institutionnels. Le Brexit a poussé l'UE à approfondir son intégration dans des domaines clés tels que la politique étrangère et de multiples nouveaux accords commerciaux, afin de mieux faire face aux défis géopolitiques mondiaux. Parallèlement, l'UE a renforcé ses efforts pour promouvoir une économie plus résiliente et diversifiée, réduisant sa dépendance à l'égard de certains partenaires commerciaux.

Incertitude

Les incertitudes entourant les futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et ses homologues européens ont créé un sentiment de malaise et d'hésitation parmi les entreprises opérant en Europe. L'un des domaines où l'impact du Brexit a été ressenti est la grande volatilité du marché des taux de change. Plus précisément, la livre sterling a perdu près de 15 % de sa valeur par rapport au dollar dans les semaines qui ont suivi l'annonce de la décision de Brexit (Plakandaras et al., 2017). Face à cette instabilité, de nombreuses entreprises ont été contraintes de revoir leurs stratégies commerciales et d'investissement, accentuant ainsi les tensions économiques au sein de l'Union européenne.

Des recherches ont révélé que les produits les plus exposés à l'incertitude liée au Brexit ont connu une croissance commerciale plus faible avant et immédiatement après le référendum (Crowley et al., 2020 ; Graziano et al., 2021). Les entreprises exportatrices belges ont reporté leurs volumes exportés vers le Royaume-Uni à des périodes plus stables ou détourné une partie de leur production vers d'autres partenaires commerciaux. Le Brexit a influencé les décisions des entreprises commerciales, par exemple, belges et britanniques à court terme. (Schmitz, 2019). Les entreprises de plus petite taille ont été les plus affectées par la période d'incertitude par rapport aux entreprises de plus grandes tailles qui sont plus à même d'absorber les coûts associés, reportent les volumes exportés vers le Royaume-Uni ou sont plus enclines à réorienter les exportations vers d'autres marchés. L'incertitude entourant le Brexit s'est donc, traduite par une incertitude prolongée, un accès réduit au marché unique et une diminution des investissements en provenance de l'étranger (Rehman & Posta, 2018).

Face à cette instabilité, les entreprises européennes ont dû naviguer avec prudence, réajustant leurs stratégies pour faire face à une incertitude persistante quant aux relations commerciales post-Brexit. Les petites entreprises ont été particulièrement vulnérables et ont perdu certains clients britanniques suite au référendum. En conséquence, l'incertitude prolongée a entravé l'accès au marché unique, impactant ainsi la stabilité économique de certaines entreprises au sein de l'Union européenne.

Accords commerciaux et le TCA

Le Brexit, bien que potentiellement plus préjudiciable à l'économie du Royaume-Uni avec une perte estimée, en 2018 selon l'OCDE, de 3,3 % de son PIB d'ici 2020 en cas de sortie

sans accord, devait avoir un impact moindre sur l'ensemble de l'UE. Avec une diminution d'environ 1 point de pourcentage du PIB au même horizon (OCDE, 2018). Finalement, la sortie s'est fait avec un accord qui était censé limiter les dégâts sur l'économie. Mais nous avons désormais, en 2024, le résultat des variations PIB britannique entre 2018 et 2020 qui a diminué de 6% (Annexe 5) et de l'UE a baissé de 3,8% (Annexe 6). Ce qui représente une décroissance plus importante que prévu avec une sortie sans accord, mais d'autres facteurs ont aggravé la situation économique, dont le COVID-19.

L'une des principales conséquences du Brexit est la perturbation du commerce entre le Royaume-Uni et l'UE. Toutefois, avec le départ du Royaume-Uni du marché européen, le commerce entre les deux entités est devenu plus complexe et plus incertain.

En outre, le Brexit a créé des défis pour le commerce des biens et des services entre les deux parties (Bisciari, 2019). Les droits de douane et les barrières non tarifaires, telles que les coûts de traitement douanier et les différences réglementaires, ont augmenté les coûts de transaction et réduit l'accès au marché pour les entreprises opérant dans l'ensemble de l'Union européenne.

Les risques potentiels pour la stabilité financière de l'UE suite au Brexit pourraient être gérés si les acteurs du marché sont suffisamment préparés à divers scénarios de sortie (Musca, 2022). De ce fait, un accord commercial définitif a été acté le 30 décembre 2020 et mis en place le 1er mai 2021. Ce dernier dénommé "Trade and Cooperation Agreement - TCA" ou en français : "Accord de commerce et de coopération (ACC)", a été mis en place pour créer une organisation du commerce entre les 2 parties, ce qui a participé à limiter les dégâts par rapport à une sortie de l'UE sans un accord commercial.

Sous le TCA, le commerce entre le Royaume-Uni et l'UE est exempt de droits de douane et de quotas, mais le Royaume-Uni n'est plus membre du marché unique ni de l'union douanière de l'UE. Cependant, la mise en œuvre du TCA a entraîné une augmentation des coûts commerciaux en raison de la réinstauration d'une frontière douanière et réglementaire entre le Royaume-Uni et l'UE. (Portes, 2022)

Le FMI estimait des pertes de 0,5 % dans le cas d'une sortie sans accord (FMI, 2018). Les effets varient considérablement selon les pays : l'impact sur l'Irlande est estimé à 2,5 %-4 % et comparable à celui qui serait subi par le RU. Pour les Pays-Bas, deuxième pays dans le classement des pays les plus impactés, il serait d'environ 1 % (Musca, 2022).

Les statistiques post-Brexit nous démontrent qu'entre 2018 et la signature du TCA, les exportations et les importations n'ont pas beaucoup fluctué sauf durant les différents confinements. Les deux parties ayant prolongé le délai de mise en place d'un accord commercial, cette période étant caractérisée par un RU qui n'était officiellement plus membre de l'UE, mais qui était encore intégré aux règles commerciales du marché unique. Mais depuis l'accord de commerce et de coopération, l'UE creuse chaque année son surplus commercial avec en 2022 une balance positive de 92 milliards £. (Annexe 7)(Ward et Al, 2023)

Selon Edgington, en septembre 2022, le Royaume-Uni avait signé des accords commerciaux et des accords de principe avec 71 pays et un avec l'UE depuis le Brexit (Fink, 2023). Les partisans du Brexit espéraient particulièrement un accord commercial entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui pourrait conduire à des conditions commerciales plus favorables, mais ce n'est pas encore le cas avec cet accord en attente (Edgington, 2022). Quant à l'UE, de nouveaux accords en 2019 ont été conclus pour créer de nouveaux liens commerciaux depuis le Brexit tels que le Japon, Singapour, le Mexique, le Chili et le Marché Commun du Sud (Mercosur).

En conclusion, l'Union européenne a bénéficié du Brexit en termes d'accords commerciaux, réussissant non seulement à conserver la valeur des échanges précédents avec le Royaume-Uni, mais également à augmenter ses exportations vers ce dernier tout en trouvant de nouveaux débouchés.

Commerce international - Exportation

L'Union européenne est profondément intégrée aux marchés mondiaux, tant pour l'approvisionnement en produits que pour la vente des exportations (Portes & Rey, 1998). L'impact du Brexit sur la finance européenne a été substantiel (Toma, 2018).

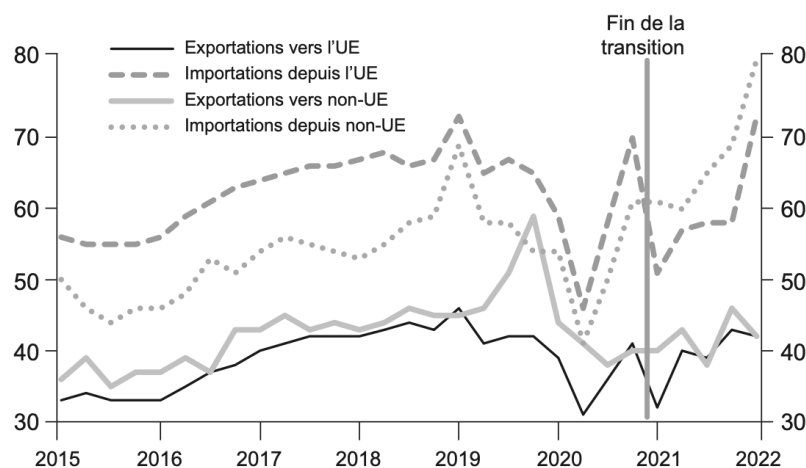
Dans un premier temps, alors que les flux d'importation sont plus rigides et ne réagissent pas aux incertitudes liées au référendum sur le Brexit, l'environnement instable créé par le référendum sur le Brexit renforce les effets de prix négatifs de la dévaluation de la livre sterling sur les taux de croissance des flux d'exportation belges. (Schmitz, 2019)

Dans un second temps, les résultats montrent que l'introduction du TCA a considérablement augmenté les coûts commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE, entraînant une réduction importante des importations du Royaume-Uni en provenance de l'UE (Portes, 2022). Bien

que les exportations du Royaume-Uni vers l'UE semblent stables sous le TCA, une analyse plus approfondie révèle un déclin important dans le nombre de relations commerciales, en particulier avec les petits exportateurs (Portes, 2022).

La part des exportations de biens de l'UE dans les importations totales du RU est restée légèrement inférieure à son niveau d'avant le Brexit, par contre, la part des importations depuis des pays non européens ne cesse de croître. Selon « the office for Budget Responsibility (OBR, 2022) », cet effet de substitution entre importations depuis l'UE et importations depuis des pays non UE ne pourrait être qu'un trompe-l'œil. Les flux de biens importés depuis des pays non-UE qui auparavant transitaient par l'UE pourraient tout simplement avoir trouvé un autre chemin contournant l'UE. Néanmoins la décroissance des importations britanniques depuis l'UE reflète également le fait qu'un bon nombre d'entreprises européennes ont tout simplement arrêté d'exporter vers le RU. (Musca, 2022)

Graphique 3
RU : commerce de biens
(en MD£)



Sources : Datastream ; Crédit Agricole SA.

Place de marché et finance

Le Brexit a eu un impact sur les finances et les marchés de l'UE de plusieurs manières. Tout d'abord, le Brexit a entraîné une volatilité et une incertitude accrues sur les marchés financiers, ce qui a eu un impact négatif sur la confiance des investisseurs et a provoqué des fluctuations du cours des actions, des taux de change et des taux d'intérêt, compliquant ainsi la planification et les décisions d'investissement des entreprises et affectant en fin de compte la croissance économique au sein de l'UE. (Portes & Rey, 1998) En outre, le Brexit a

entraîné la délocalisation d'institutions financières et d'entreprises du Royaume-Uni vers d'autres États membres de l'UE , ce qui a provoqué une perte d'emplois et d'activités économiques au Royaume-Uni tout en créant des opportunités pour d'autres pays de l'UE d'attirer des services financiers et des investissements.

De même, les investissements directs étrangers ont diminué ces dernières années, le Royaume-Uni n'étant plus un point d'attraction majeur pour de tels investissements là où la France et l'Allemagne ont gagné (Portes, 2022). Bien que l'accord de libre-échange vise à atténuer les perturbations, des barrières persistent, notamment dans les services financiers. (Musca, 2023)

La relocalisation était inévitable après la décision du Royaume-Uni de quitter le marché unique, car cela rendait nécessaire d'avoir une présence locale pour accéder aux clients de l'UE . Cette relocalisation offre des avantages significatifs en matière de politique monétaire et de supervision financière, en particulier en ramenant une partie du marché de l'euro sous la juridiction de la Banque centrale européenne (BCE). Les principaux bénéficiaires de cette relocalisation étant Dublin, Paris et Luxembourg comme les destinations les plus populaires. Paris se distingue notamment en raison de son écosystème financier complet, de ses atouts en matière de talents, de qualité de vie et de réputation réglementaire. (Noyer, 2022)

Près de 269 entreprises britanniques ont été identifiées du secteur bancaire et financier qui ont réagi au Brexit d'une manière ou d'une autre. Cela dit, le rapport du "New financial Brexitometer" identifie 47 entreprises qui ont donné des détails sur le nombre d'employés qu'elles prévoient de transférer et ont donné des détails sur le nombre d'employés qu'elles prévoient de déplacer ou d'embaucher localement. Il s'agit de grandes banques d'investissement où le Brexit affectera entre 400 et 500 emplois, à de petites sociétés de gestion d'actifs qui n'emploient qu'une poignée de personnes pour leur nouvelle entité dans l'UE, soit un total d'environ 4 900 emplois (Wright et Al., 2019). Sur la base de ce que les entreprises ont déclaré publiquement, Dublin a le plus bénéficié du Brexit avec 30% des transferts de siège, de capitaux et/ou d'employé, le Luxembourg avec 18%, Francfort et Paris avec 12% et Amsterdam avec 10%. Selon les estimations de Reuters, les entreprises ont déplacé moins de 2 000 personnes en 2019, tandis qu' EY estime qu'environ 2 000 nouveaux emplois ont été créés localement dans l'UE. (Wright et Al., 2019). Cependant, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne le coût du travail élevé, la fiscalité, les problèmes d'éducation et l'instabilité juridique perçue. (Noyer, 2022).

En conclusion, malgré les défis économiques initiaux engendrés par le Brexit, l'Union européenne a su tirer profit de la relocalisation des entreprises financières du Royaume-Uni vers des centres européens. Cette migration a renforcé le statut de l'UE en tant que destination clé pour les services financiers, offrant des avantages tangibles. Bien que des obstacles subsistent, cette transition a positionné certains pays de l'UE comme des leaders potentiels dans le domaine financier post-Brexit, consolidant ainsi leur rôle dans l'économie européenne.

Marché du travail, immigration et relocalisation des entreprises

La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, Brexit, a eu des impacts significatifs sur l'économie de l'Union européenne (Brunet-Jailly, 2021). Selon un numéro spécial de la revue *International Studies*, l'une des principales conséquences du Brexit sur l'Union européenne se situe au niveau de l'immigration. L'article analyse l'impact du Brexit sur les politiques et les tendances migratoires au Royaume-Uni et en Europe, ainsi que l'effet sur les citoyens de l'UE au Royaume-Uni (Portes, 2021).

L'UE n'a pas exporté que des capitaux et des biens, mais aussi des travailleurs. L'immigration des citoyens européens pour la Grande-Bretagne représente une baisse de 26 % de la migration professionnelle de l'UE vers le Royaume-Uni depuis le référendum sur le Brexit. Cela met en lumière le changement de flux de talent, avec le Royaume-Uni perdant désormais des talents au profit de l'UE. (Graff, 2018)

L'impact du Brexit sur l'immigration a été considérable (Brunet-Jailly, 2021). Avant le Brexit, l'immigration de l'UE vers le Royaume-Uni était importante. Environ un citoyen européen sur cinq ayant migré au sein de l'UE vit au Royaume-Uni (office for National Statistics, 2021), avec des concentrations particulières à Londres et dans l'est du pays comme le montre l'annexe 8 tirée de la revue économique numéro 28 d'Oxford. Cette baisse de l'immigration de l'UE au Royaume-Uni a eu diverses conséquences économiques pour l'Union européenne (Portes, 2021). L'une de ces conséquences économiques est l'impact négatif potentiel sur l'offre de main-d'œuvre.

De l'autre côté de la manche, bien que la perte de main-d'œuvre européenne ait été compensée par des travailleurs non européens, le marché du travail britannique reste tendu, avec des difficultés de recrutement et une forte croissance des salaires. (Musca, 2022). Ce

qui a fait croître la compétitivité des entreprises concurrentes européennes qui n'a pas subi de choc au niveau de leurs ressources humaines.

Cependant, cette évolution a également coïncidé avec un mouvement de déplacement d'entreprises, telles que Jaguar, quittant le Royaume-Uni pour s'installer sur le continent européen, plus précisément aux Pays-Bas et en Slovaquie, principalement en raison de l'incertitude, comme nous l'avons détaillé précédemment, entourant les conditions commerciales post-Brexit. (Schmitz, 2019) Ces délocalisations, motivées par la nécessité de minimiser les perturbations opérationnelles et de garantir l'accès continu au marché unique européen, reflètent des stratégies à long terme visant à maintenir la compétitivité et la viabilité.

Contribution financière à l'UE

Le Brexit a eu un impact significatif sur le budget de l'Union européenne, affectant à la fois ses recettes et ses dépenses. Le départ du Royaume-Uni de l'UE a entraîné une diminution du budget global de l'Union, car le Royaume-Uni était l'un des principaux contributeurs au budget de l'UE. De plus, Le Royaume-Uni était un contributeur net, c'est-à-dire qu'il contribuait davantage au financement du budget de l'UE qu'il ne recevait en retour. (Bundesbank, 2020)

Avec la sortie du Royaume-Uni, l'UE est confrontée à un déficit de financement, ce qui a déclenché des négociations entre les États membres concernant les futures allocations budgétaires. Cette situation a suscité des inquiétudes quant aux réductions potentielles de divers programmes et politiques de l'UE, notamment dans les domaines de l'agriculture, du développement régional et du financement de la recherche.

Certaines études ont estimé les conséquences financières potentielles du Brexit sur le budget de l'UE. Ces dernières ont estimé que le budget de l'UE pourrait être confronté à un manque à gagner de 9 à 14 milliards d'euros par an après le Brexit, en fonction de l'accord final conclu entre le Royaume-Uni et l'UE. (Bisciari, 2019)

En outre, l'impact du Brexit sur le budget de l'UE n'est pas uniformément réparti entre les États membres, car certains pays, notamment de l'Europe de l'Est, dépendent plus fortement de la dotation du budget de l'Union européenne.

Selon les prévisions de l'OCDE en 2018, la sortie du Royaume-Uni pourrait entraîner un déficit de financement permanent d'environ 7 %, soit 10 milliards d'euros par an. Les coupes

dans les dépenses existantes seraient considérées comme insuffisantes et risqueraient de compromettre des programmes importants tels que la recherche et le développement, l'asile et la migration.

Toujours selon l'OCDE, toutes les solutions suggérées incluent une augmentation des contributions des États membres, de nouvelles sources de revenus comme une réforme de la TVA ou un impôt européen sur les sociétés, et des économies grâce à des réexamens des dépenses de l'UE (OCDE, 2018).

En 2024 nous avons le recul nécessaire pour voir comment le budget de l'UE a été impacté.

En 2024 nous avons le recul nécessaire pour voir comment le budget de l'UE a été impacté.

Dans un premier temps, le Brexit s'est conclu avec un accord de commerce et de coopération UE - Royaume-Uni (Trade and Cooperation Agreement - TCA), ce qui a permis d'effectuer une sortie avec un accord commun notamment concernant la contribution qui était due jusqu'à l'an 2020. À partir de 2021, la Grande-Bretagne ne devait plus contribuer au budget de l'UE, mais a, encore, une dette composée de 35 milliards d'euros de dette restants à liquider, 14,3 milliards provenant du remboursement de l'UE en tant qu'employeurs pour les fonctionnaires ressortissants britanniques et 2,1 milliards d'euros sont dus au Royaume-Uni par l'UE, notamment au titre d'amendes de concurrence. La dette est estimée, au total, à 47,5 milliards d'euros et le Royaume-Uni a commencé à rembourser en 2021, 10,7 milliards d'euros, ce qui représente approximativement la contribution de ce dernier au budget de l'UE. (Van Parys et al., 2021)

Dans un second temps, depuis la signature du TCA le 24 décembre 2020, ce dernier permet au Royaume-Uni de continuer de participer à certains programmes et activités de l'Union européenne tels que Horizon Europe, le programme de recherche Euratom, le programme d'essai de fusion nucléaire ITER et le programme de surveillance de la terre Copernicus. Tout comme la Suisse ou encore la Norvège, la participation à ces programmes fera l'objet d'une contribution financière de la part de la Grande-Bretagne. (Van Parys et al., 2021)

De ce fait, les 10 milliards de dollars de déficit qu'allait créer le Brexit ont été, à court terme, couverts par la dette qu'avait encore le Royaume-Uni envers l'UE.

Les postes de dépenses importants tels que la recherche ou le contrôle de la migration n'ont pas été impactés par le Brexit.

Finalement, les suggestions de l'OCDE en 2018 qui préconisaient une augmentation des contributions des autres pays (qui allait jusqu'à +7% pour la France) ou une hausse des tarifs

douaniers n'ont pas dû avoir lieu.

En outre, la perte de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'UE a eu des conséquences sur la structure globale du budget via les types flux entrants de capitaux, mais n'a en rien impacté le budget en tant que tel.

Conclusion

La conclusion de cette étude se concentre sur les résultats de la recherche, les défis et opportunités post-Brexit pour l'Union européenne, et ouvre une réflexion sur l'avenir de l'intégration européenne.

Les résultats de cette étude montrent que l'incertitude provoquée par le Brexit a eu des impacts variés sur l'économie européenne. En premier lieu, les entreprises de l'UE ont été contraintes de revoir leurs exportations, certaines étant reportées ou annulées en raison de la volatilité et de l'incertitude. Les petites entreprises, en particulier, ont eu du mal à s'adapter à la nouvelle réalité commerciale, perdant ainsi une part significative de leur accès au marché britannique.

Toutefois, en ce qui concerne l'accord de commerce et de coopération (TCA), l'UE a réussi à maintenir, voire à améliorer sa position. La mise en place de nouveaux accords commerciaux avec des pays comme le Japon, Singapour, le Mexique, et le Chili a permis à l'UE de diversifier ses relations commerciales et de compenser en partie la perte des échanges avec le Royaume-Uni.

De plus, les marchés financiers de l'UE ont bénéficié du Brexit, avec un afflux de capitaux qui étaient auparavant gérés depuis Londres. Les grandes institutions financières ont transféré leurs activités vers des centres européens tels que Dublin, Francfort et Paris, renforçant ainsi ces places financières au détriment de Londres.

En ce qui concerne le marché du travail, l'UE a également tiré parti du Brexit. De nombreuses entreprises du secteur financier se sont relocalisées au sein de l'UE, créant des emplois à haut revenu et augmentant ainsi les recettes fiscales des pays membres. La contribution financière du Royaume-Uni à l'UE a été remplacée sans créer de trou dans le budget européen, grâce à des négociations réussies sur le paiement des dettes britanniques et la fourniture de certains services proposés contre contribution au pays non membre de l'union.

Le Brexit a également présenté des défis significatifs pour l'UE. La nécessité de naviguer dans un environnement commercial incertain et d'établir de nouvelles relations commerciales a

mis à l'épreuve la résilience économique de l'UE. Cependant, cela a également offert l'opportunité de renforcer l'intégration européenne. L'UE a montré une capacité remarquable à s'adapter en concluant de nouveaux accords commerciaux et en renforçant ses propres structures économiques et politiques.

Pour une intégration européenne plus forte et plus résiliente, l'UE doit continuer à diversifier ses partenaires commerciaux et à promouvoir une économie plus autonome. Il est également crucial de renforcer la coopération entre les États membres dans des domaines stratégiques tels que la politique étrangère et la défense. Une intégration plus approfondie dans ces domaines pourrait fournir une base solide pour faire face aux défis géopolitiques mondiaux et aux incertitudes économiques futures.

Le Brexit n'a eu lieu qu'il y a quelques années et son impact à long terme est encore incertain. Des événements mondiaux tels que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont également perturbé les économies et compliquent l'analyse des effets du Brexit. Aujourd'hui, nous constatons que l'UE semble avoir tiré plus de bénéfices économiques du Brexit que le Royaume-Uni. Cependant, qu'en sera-t-il à plus long terme ?

Il est essentiel de se demander comment l'UE continuera de s'adapter et d'évoluer face à ces changements. À l'horizon de dix ou vingt ans, l'UE pourrait-elle continuer à renforcer sa résilience et à tirer parti de cette nouvelle dynamique pour consolider sa position sur la scène mondiale ? Ou bien de nouvelles turbulences économiques et politiques pourraient-elles inverser ces gains ? Cette incertitude appelle à une vigilance continue et à une adaptation stratégique pour garantir que l'UE reste non seulement un acteur clé, mais aussi un modèle de résilience et d'innovation dans un monde en constante évolution.

En conclusion, bien que le Brexit ait imposé des défis significatifs à l'Union européenne, il a également ouvert la porte à de nouvelles opportunités pour renforcer et réinventer l'intégration européenne. Le véritable test de cette transformation se manifesterà au fil du temps, dans la capacité de l'UE à naviguer les incertitudes et à capitaliser sur les avantages compétitifs qu'elle a pu développer post-Brexit.

Bibliographie

Amaro, S. (2017, March 27). Here's how important the UK is to the European Union.

CNBC. <https://www.cnn.com/2017/03/27/european-union-uk-important-brexite.html>

Bailoni, M. (2017). Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale.

Hérodote, 164, 43-64. <https://doi.org/10.3917/her.164.0043>

Bisciari, P. (2019). A survey of the long-term impact of Brexit on the UK and the

EU27 economies. NBB. <https://www.nbb.be/en/articles/survey-long-term-impact-brexite-uk-and-eu27-economies>

Braudel, F. & Labrousse, E. (1982). Histoire économique et sociale de la France:

L'ère industrielle et la société d'aujourd'hui (1880-1980) : 1950 à nos jours. Presses universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.braud.1982.01>

Brunet-Jailly, E. (2021). Introduction: How the British-exit is Impacting the European Union?

International Studies, 58(2), 133-149. <https://doi.org/10.1177/00208817211004030>

Deutsche Bundesbank. (2020). The EU budget and its financing: looking back and ahead.

Retrieved April 23, 2024, from <https://www.bundesbank.de/re-source/blob/831226/a569592c0a71b7c5c2494f6acace6a75/mL/2020-04-eu-haushalt-finanzierung-data.pdf>

Cheatham, L. (2023, November 23). Long-term international migration, provisional -

Office for National Statistics. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/bulletins/longterminternationalmigrationprovisional/yearendingjune2023>

Crowley, M A, O Exton and L Han (2020),

“The Looming Threat of Tariff Hikes: Entry into Exporting under Trade Agreement Renegotiation”, AEA Papers and Proceedings 110: 547–51. DOI: 10.1257/pandp.20201020

Dunt, I. (2017). Brexit : What the Hell Happens Now?: Your Quick Guide. Canbury Press.

http://books.google.ie/books?id=rAcryQEA-CAAJ&dq=9780995497825&hl=&cd=1&source=gbs_api

Edgington, B. T. (2024, January 26). Trade deals: What has the UK done since Brexit?

<https://www.bbc.com/news/uk-47213842>

EU Trade agreements. (2024, May 8). Trade.

https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/negotiations-and-agreements_en

Europe, U. K. in a. (2024, January 18). Nigel Farage on Trade Tracker: We aren't

taking advantage of Brexit trade opportunities (N. Farage, Interviewer) [Interview].

Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=SH71lvtfLJI>

Fink, JM. (2023). The Impact of Brexit on the British Economy : Diploma Thesis

Frantziou, E., & Eeckhout, P. (2017). Brexit and Article 50 TEU: A constitutionalist reading. *Common Market Law Review*, 54(3).

Freeman, R., Manova, K., Prayer, T., & Sampson, T. (2022). UK trade in the wake of Brexit.

In Centre for Economic Performance (ISSN 2042-2695). London School Of Economics.

Retrieved April 23, 2024, from <https://cep.lse.ac.uk/pubs/download/dp1847.pdf>

Gardner, A.(2019). Britain and the European Union: A Very British Dance"

- Goodwin, M., Hix, S., & Pickup, M. (2020). For and against Brexit: A survey experiment of the impact of campaign effects on public attitudes toward EU membership. *British Journal of Political Science*, 50(2), 481-495.
- Graff, J. (2018, May 8). EU professional migration to the UK is down 26 per cent. LSE BREXIT. <https://blogs.lse.ac.uk/brexit/2018/05/08/eu-professional-migration-to-the-uk-is-down-26-per-cent/>
- Graziano, A G, K Handley and N Limão (2021), “Brexit Uncertainty and Trade Disintegration”, *The Economic Journal* 131(635): 1150–1185.
- Hannan, D. (2016, October 26). Brexit must open our economy to the world – not lock it away behind protectionist barriers. *The Telegraph*. <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/10/26/brexit-must-open-our-economy-to-the-world--not-lock-it-away-behi/>
- Keep, M., 2017. The UK's contribution to the EU Budget, European Asylum Support Office. Malta <https://policycommons.net/artifacts/2017720/the-uks-contribution-to-the-eu-budget/2770163/> on 22 May 2024. CID: 20.500.12592/f88vj1
- Kopela, S. (2019). Historic fishing rights in the law of the sea and Brexit. *Leiden Journal of International Law*, 32(4), 695-713.
- Latorre, M C., Olekseyuk, Z., Yonezawa, H., & Robinson, S. (2020, July 1). Making sense of Brexit losses: An in-depth review of macroeconomic studies. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2019.10.009>
- May, T. (2017). Preparing for our future UK trade policy. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/5e9ff7aee90e07048c84e79f/Preparing_for_our_future_UK_trade_policy_Report_Web_Accessible.pdf

Mueller, B. (2019). How Farage's Brexit Party Is Crushing Its Opponents.

International New York Times

Mullin, C. (2010). A Very British Coup. Profile Books.

http://books.google.ie/books?id=8vy_cYITMI4C&printsec=frontcover&dq=1846687403&hl=&cd=1&source=gbs_api

Musca, X. (2022). Les aspects économiques et financiers du post-Brexit :

compétition et complémentarité. *Revue d'économie financière*, N° 148(4), 93–109.

<https://doi.org/10.3917/ecofi.148.0093>

Noyer, C. (2022). Paris et les autres places financières européennes après le Brexit.

Revue d'économie financière, 148, 83-92. <https://doi.org/10.3917/ecofi.148.0083>

OCDE (2018), Études économiques de l'OCDE : Union européenne 2018,

Éditions OCDE, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-eur-2018-fr

OECD. (2019). Regions and Cities at a Glance 2018 – UNITED KINGDOM. In

OECD. Retrieved April 23, 2024, from <https://www.oecd.org/cfe/UNITED-KINGDOM-Regions-and-Cities-2018.pdf>

O'Rourke, K. (2018). Chapitre 8. Le Brexit. Dans : Une brève histoire du Brexit (pp. 143-162).

Paris: Odile Jacob.

O'Reilly, J., Froud, J., Warhurst, C., Morgan, G., Grey, C., Wood, G., Boyer, R.,

Frerichs, S., Rona-Tas, A., Le Galès, P., Froud, J., Johal, S., Williams, K., Warhurst, C.,

Morgan, G., Grey, C., Wood, G., Wright, M., Boyer, R., ... Sankari, S. (2016). Brexit: un-

derstanding the socio-economic origins and consequences. *Socio-Economic Review*,

14(4), 807–854. <https://doi.org/10.1093/ser/mww043>

- Portes, J (2022), 'The Economics of Brexit: What Have We Learned?', CEPR Press, Paris & London. <https://cepr.org/publications/books-and-reports/economics-brexit-what-have-we-learned>
- Portes, J. (2022) Immigration and the UK economy after Brexit, Oxford Review of Economic Policy, Volume 38, Issue 1, Spring 2022, Pages 82–96, <https://doi.org/10.1093/oxrep/grab045>
- Portes, J. (2021, January 1). Between the Lines: Immigration to the UK between the Referendum and Brexit. RELX Group (Netherlands). <https://doi.org/10.2139/ssrn.3759590>
- Plakandaras, V., Gupta, R., & Wohar, M E. (2017, January 1). The Effects of Brexit on the Pound: Towards a Currency Crisis?. RELX Group (Netherlands). <https://doi.org/10.2139/ssrn.3006489>
- Reed, H. (2019). The case for Brexit: Hilarious blank book (funny anti-Brexit / pro-EU book). Independently Published.
- Rehman, S S., & Posta, P D. (2018, March 1). The Impact of Brexit on EU27 on Trade, Investments and Financial Services. De Gruyter, 18(1). <https://doi.org/10.1515/gej-2017-0097>
- Schmitz, E. (2019). The impact of Brexit uncertainties on international trade: Evidence from Belgium. Retrieved May 6, 2024, from <https://www.nbb.be/en/articles/impact-brexit-uncertainties-international-trade-evidence-belgium>
- Simpson, K., & Startin, N. (2023). Tabloid tales: how the British tabloid press shaped the Brexit vote. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 61(2), 302-322.
- Springford, J (2022), "The Cost of Brexit: December 2021", Centre for European Reform Insight.

Springford, J (2024), "Brexit, four years on: Answers to two trade paradoxes", Centre for European Reform Insight.

Stiglitz, J. E., Sen, A., & Fitoussi, J.-P. (2009). Beyond GDP: Measuring what counts for economic and social performance. Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress, Paris.

Tasker, J. P. (Last Updated: June 25 2016). U.K. wants free trade deal with Canada, high commissioner says. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/politics/uk-canada-free-trade-deal-brexit-1.3652048>

Vasilopoulou, S. (2016). UK Euroscepticism and the Brexit referendum. *The Political Quarterly*, 87(2), 219-227.

Van Parys, B. B. G. M. (2021). The EU budget and the Next Generation EU Recovery Plan: a game changer? (pp. 36–37). https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2021/ecorevii2021_h2.pdf

Ward, & Webb. (2023, May 11). Statistics on UK-EU trade. House of Commons Library. Retrieved May 2, 2024, from <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-7851/CBP-7851.pdf>

Wadsworth, J., Dhingra, S., Ottaviano, G., & Van Reenen, J. (2016). Brexit and the Impact of Immigration on the UK. *CEP Brexit Analysis*, 5(1), 34-53.

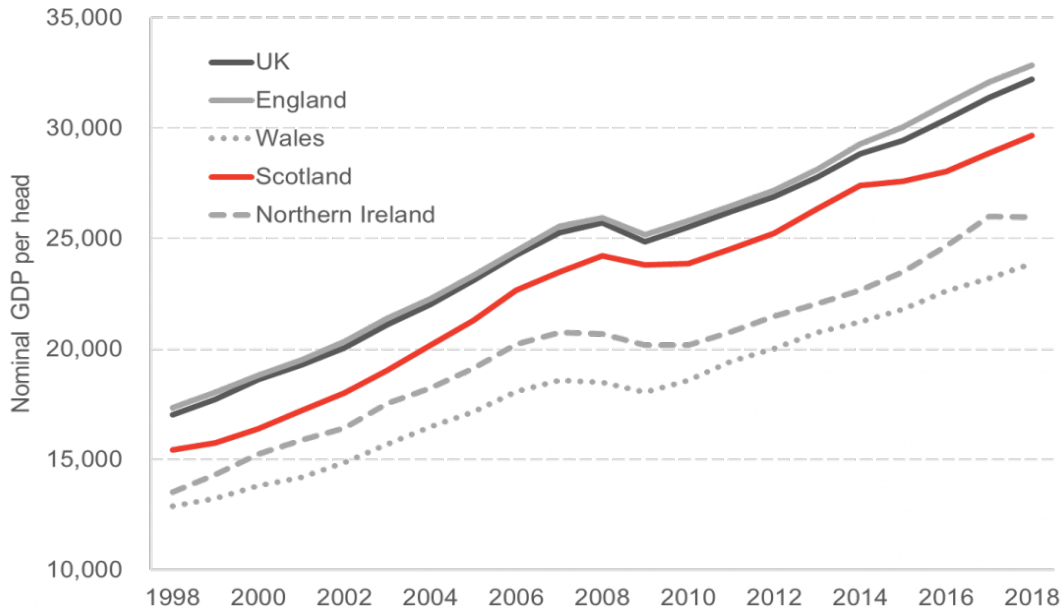
Wintour, P., & Traynor, I. (2015, December 18). EU renegotiation: Cameron faces Brussels deadlock over migrants' benefits. *The Guardian*. Retrieved from <https://www.theguardian.com/politics/2015/dec/17/david-cameron-compromise-eu-migrants-benefits-summit>

Wright, Benson, & Hamre. (2019, March). The New Financial Brexitometer. In New Financial (Ed.), www.newfinancial.org. Retrieved May 1, 2024, from <https://newfinancial.org/wp-content/uploads/2019/03/2019.03-New-FinancialBrexitometer-EXT-HIGH-RES.pdf>

Annexes

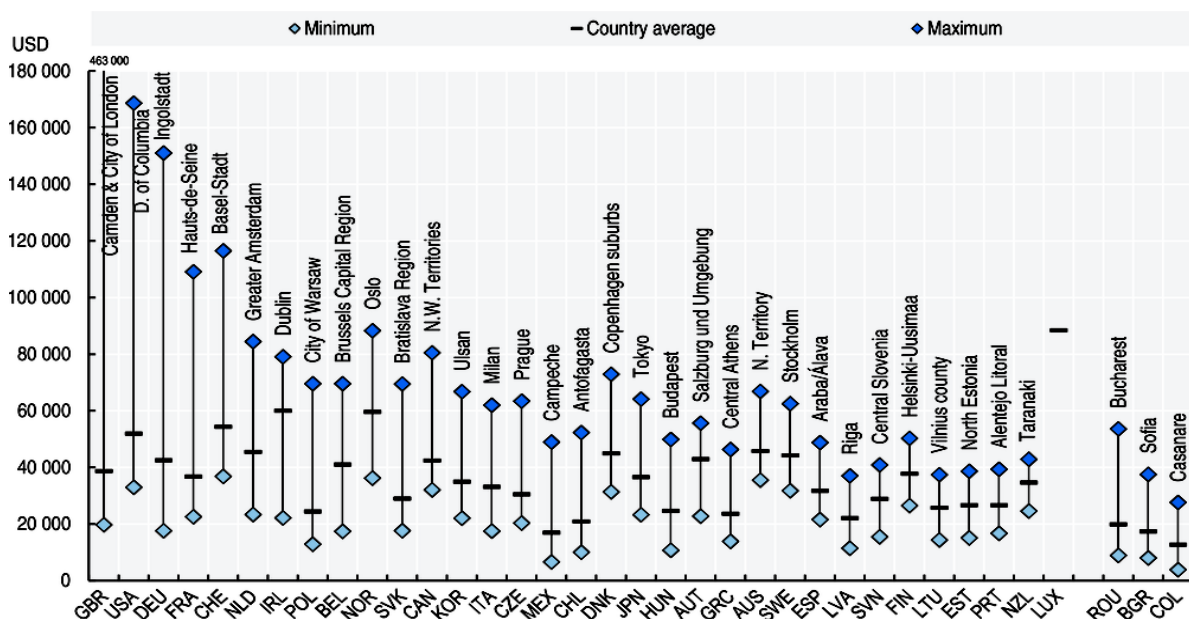
Annexe I: Nominal GDP per Head - 4 nations and UK 1998-2018

Source: University of Strathclyde - Fraser of Allender Institute, 2020



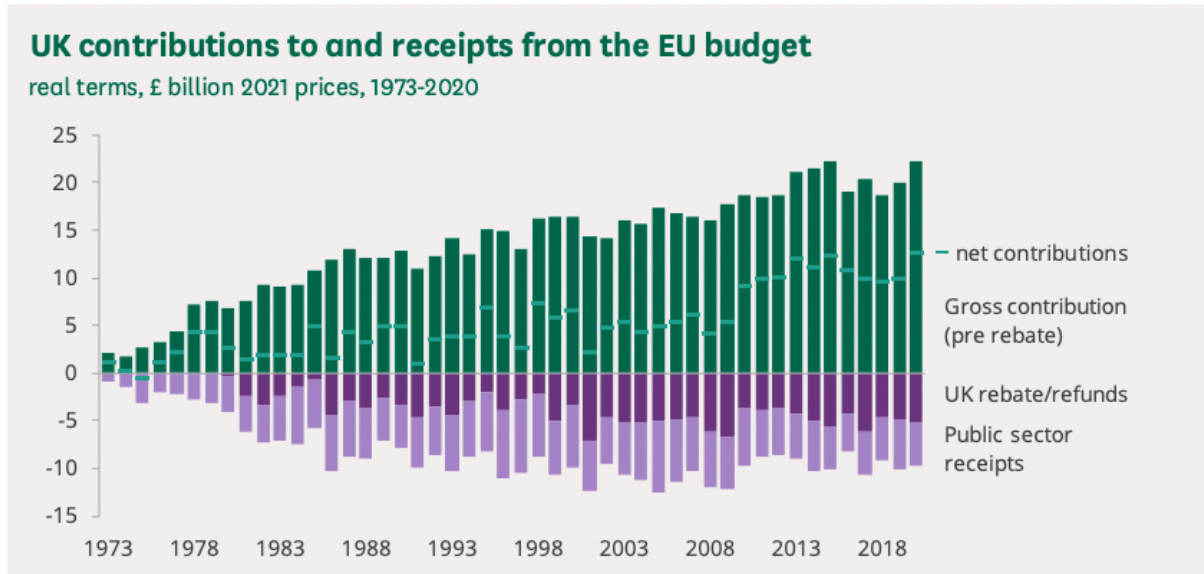
Annexe II: Regional Disparities in GDP per Capita, 2016, TL3 regions

Source : OECD (2018), OECD Regional Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/re-gion-data-en>

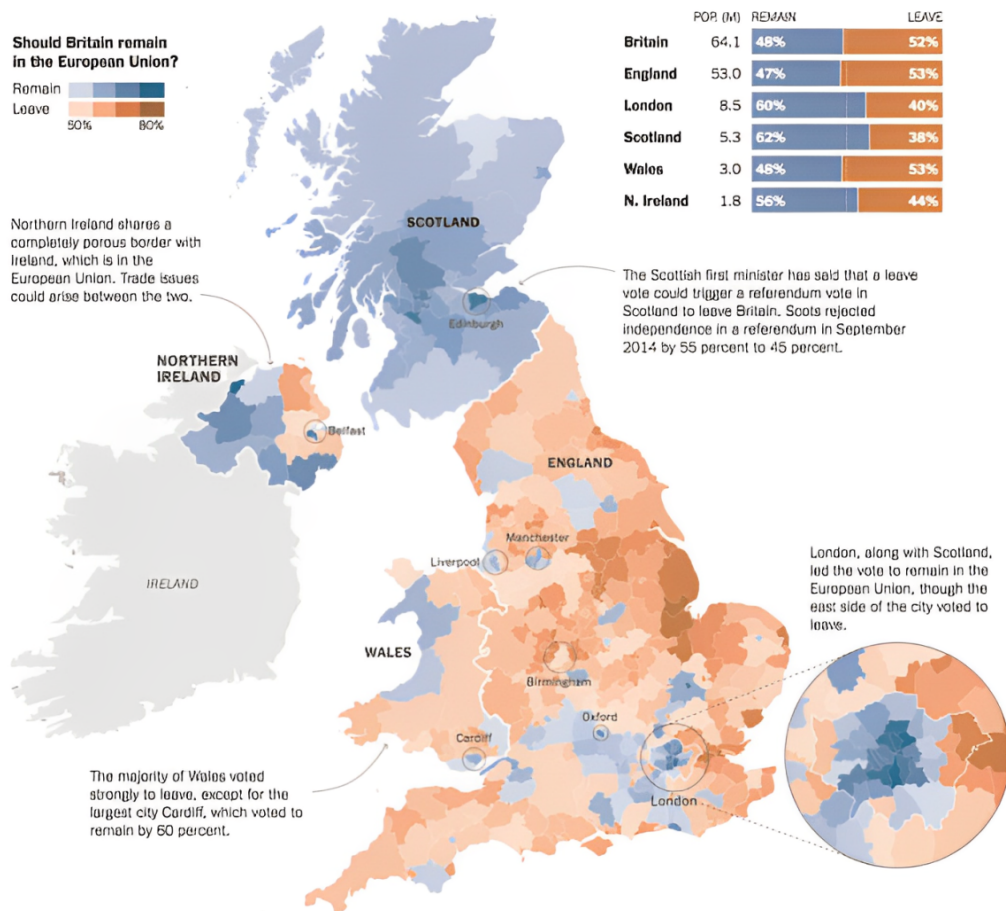


Annexe III: UK contributions to and receipts from the EU Budget

Source : House of Commons Library - Uk Parliament, 14 June 2022



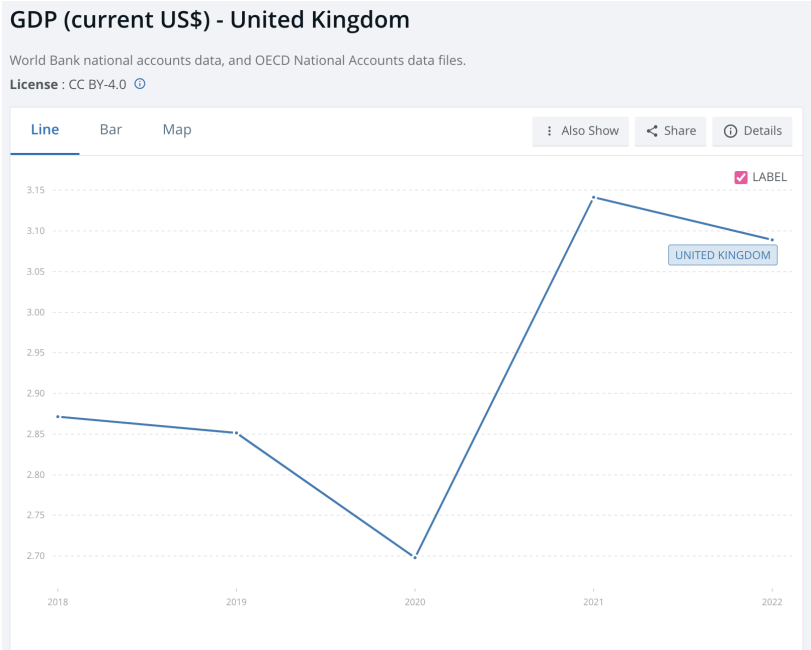
Annexe IV: UK Vote Repartition for Brexit



Source: New York Times, How Britain Voted in the E.U. Referendum

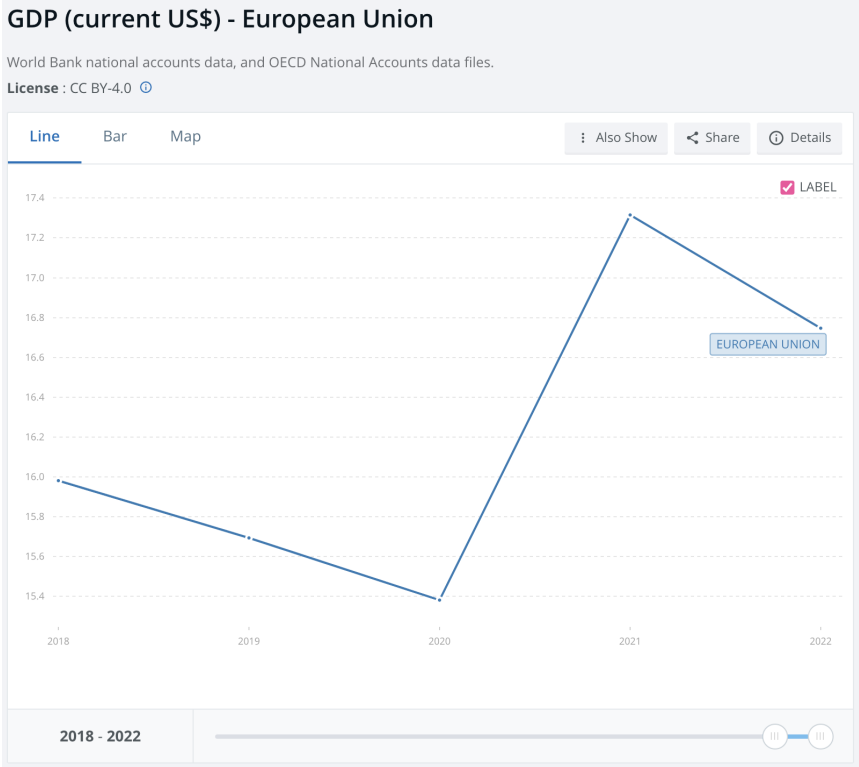
Annexe IV: UK GDP in \$

Source: World Bank Data 2024



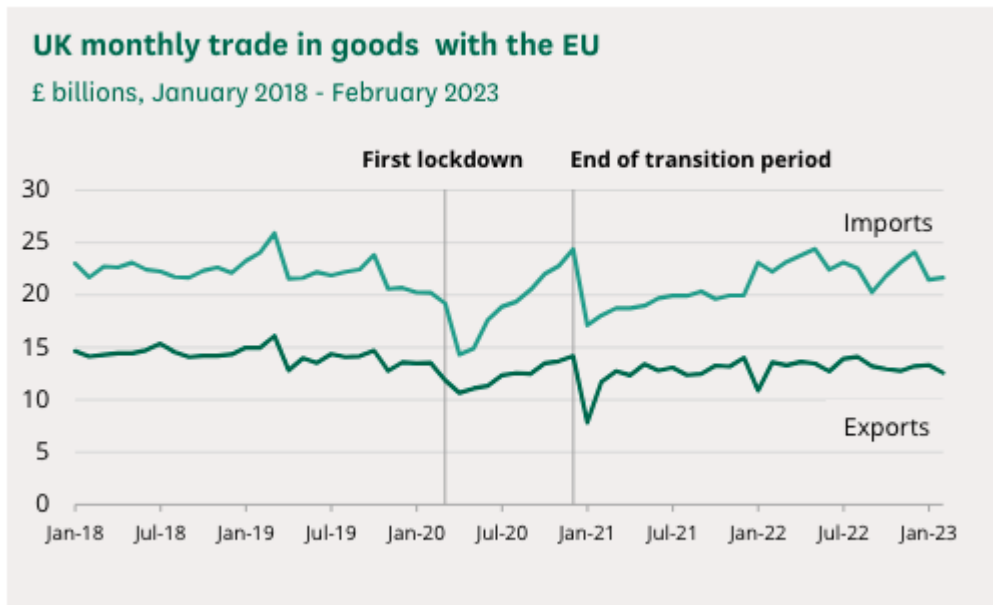
Annexe VI: EU GDP in \$

Source: World Bank Data 2024



Annexe VII: Commerce mensuel de marchandises au Royaume-Uni avec l'UE

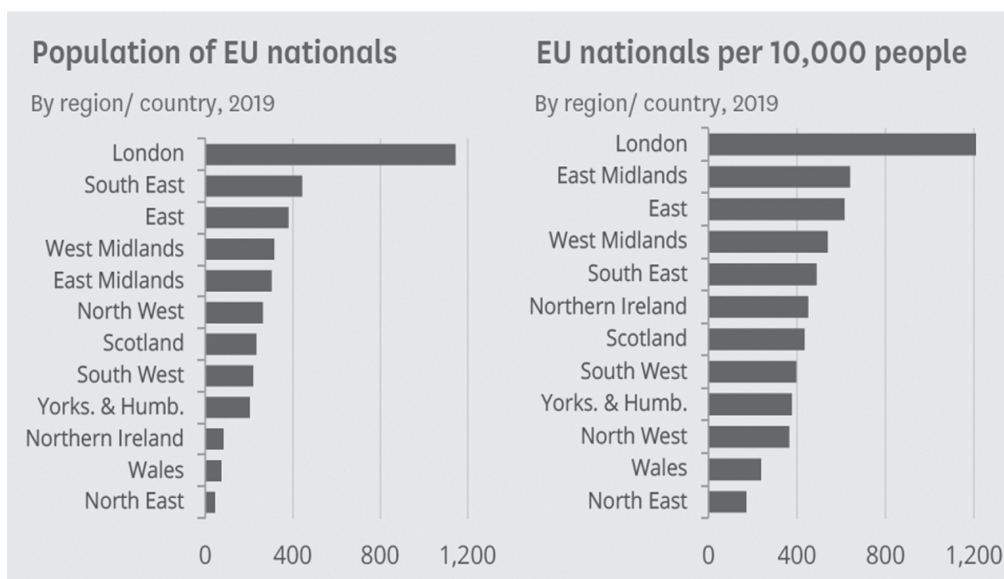
Source: Uk House of Commons Library, 2022



Annexe VIII: EU nationals' resident in the UK, by region.

Source: Oxf Rev Econ Policy, Volume 38, Issue 1, Spring 2022, Pages 82–96,
<https://doi.org/10.1093/oxrep/grab045>

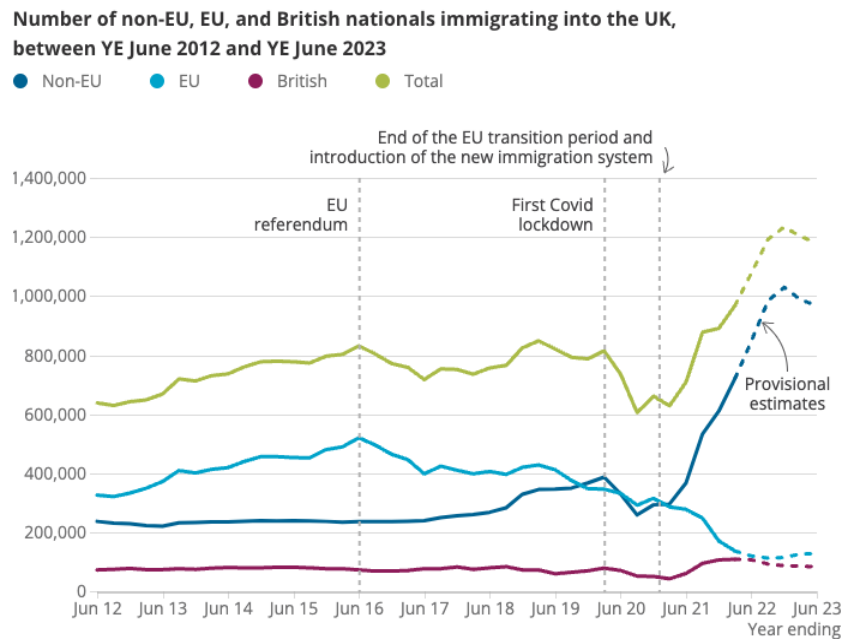
Figure 1: EU nationals resident in the UK, by region. Source: Sturge (2021).



Annexe IX: Immigration au Royaume-Uni

Source: Portes, J (2022), 'The Economics of Brexit: What Have We Learned?'

Figure 1: Provisional estimates indicate a slowing of immigration over the last year



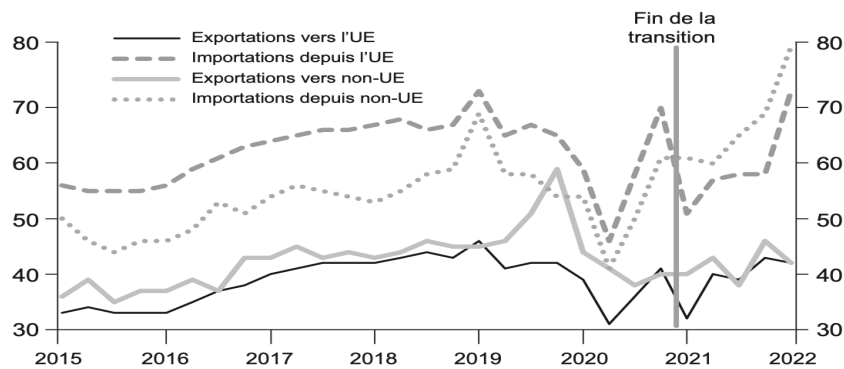
Annexe X: Importation et Exportation du Royaume-Uni

Source : Musca, X. (2022). Les aspects économiques et financiers du post-Brexit :

compétition et complémentarité. Revue d'économie financière, N° 148(4), 93–109.

<https://doi.org/10.3917/ecofi.148.0093>

Graphique 3
RU : commerce de biens
(en MD£)



Sources : Datastream ; Crédit Agricole SA.

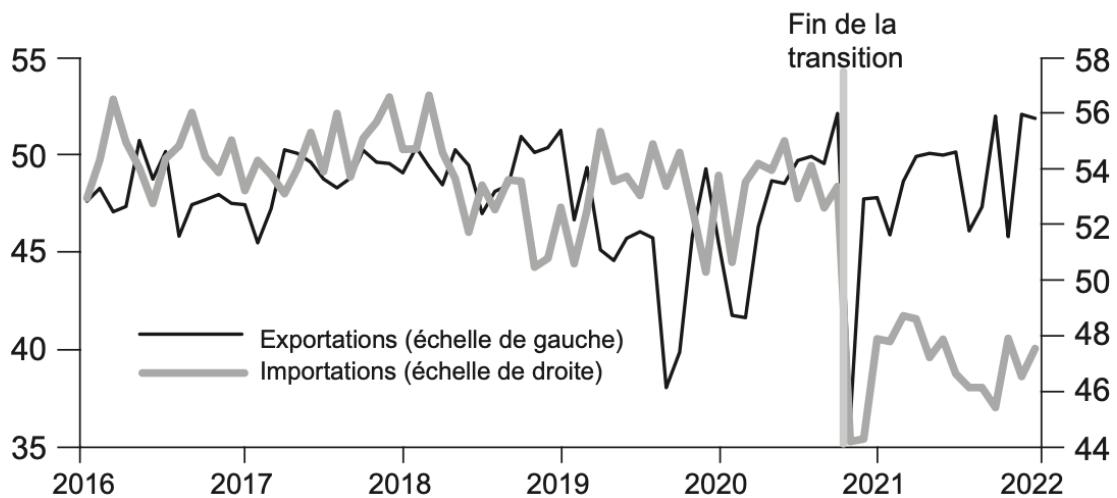
Annexe XI: Part des échanges de biens du Royaume-Uni avec l'UE

Source : Musca, X. (2022). Les aspects économiques et financiers du post-Brexit :

compétition et complémentarité. Revue d'économie financière, N° 148(4), 93–109.

<https://doi.org/10.3917/ecofi.148.0093>

Graphique 4
RU : part des échanges de biens avec l'UE
(en % du total des exportations et des importations)



Sources : ONS ; Crédit Agricole SA.

Abstract :

This thesis addresses the economic consequences of Brexit on the EU. Brexit of the United Kingdom, realized on January 31, 2020, has brought along serious changes in the economic structure of the EU. Economic uncertainty following the referendum on Brexit of the United Kingdom, which was realized on January 31, 2020, has unfolded serious changes in the economic structure of the EU. Immediately after the referendum, this reduced investment in sectors closely related to the British economy and might have affected business strategies. This has reduced investment in and potentially affected business strategies, especially in sectors closely related to the British economy. Inevitably, Brexit pushed the EU member states to elaborate their economic cohesion and diversify trade relations. Diversification implies the EU integrated its internal market and negotiated new trade agreements in order to localize negative impacts from Brexit. Brexiteers will certainly welcome political changes such as policies that enhanced economic resilience and the prioritization of strategic investments. In the long term, this facilitates the assessment of the economic policies of the EU and reinforces further integration in various sectors of the economy, for example, foreign policies. Brexit has also brought about discourses on the future of the EU in terms of sovereignty, democracy, and solidarity among the member states. This paper analyzes these impacts in their totality, showing how Brexit has altered the EU's economic landscape and suggesting pathways for future European integration.

Résumé :

Ce travail aborde les conséquences économiques du Brexit sur l'UE. Le Brexit du Royaume-Uni, réalisé le 31 janvier 2020, a entraîné des changements importants dans la structure économique de l'UE. L'incertitude économique qui a suivi le référendum sur le Brexit du Royaume-Uni, réalisé le 31 janvier 2020, a provoqué des changements sérieux dans la structure économique de l'UE. Immédiatement après le référendum, cela a réduit les investissements dans les secteurs étroitement liés à l'économie britannique et a pu affecter les stratégies commerciales. Cette situation a réduit les investissements et potentiellement affecté les stratégies commerciales, en particulier dans les secteurs étroitement liés à l'économie britannique. Inévitablement, le Brexit a poussé les États membres de l'UE à renforcer leur cohésion économique et à diversifier leurs relations commerciales. La diversification implique que l'UE a intégré son marché intérieur et négocié de nouveaux accords commerciaux afin de limiter les impacts négatifs du Brexit. Les partisans du Brexit accueilleront certainement favorablement les changements politiques tels que les politiques qui ont renforcé la résilience économique et la priorisation des investissements stratégiques. À long terme, cela facilite l'évaluation des politiques économiques de l'UE et renforce davantage l'intégration dans divers secteurs de l'économie, par exemple, les politiques étrangères. Le Brexit a également suscité des débats sur l'avenir de l'UE en termes de souveraineté, de démocratie et de solidarité entre les États membres. Ce document analyse ces impacts dans leur ensemble, montrant comment le Brexit a modifié le paysage économique de l'UE et suggérant des voies pour une future intégration européenne.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve
Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique
Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique

www.uclouvain.be/lsm